-=- (REPUBLIQUE DU) SENEGAL -=-

-=- UN PEUPLE UN BUT UNE FOI -=-

-=-=-=-=-=-

DEUXIEME PLAN QUADRIENNAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

-=- 1965 - 1969 -=-

INTERNATIONAL MONETARY FUND
Joint Library
Washington, D.C. 20431
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

-=- AJUSTEMENT DES PROGRAMMES -=-

D'INVESTISSEMENT

96459

Ier juillet 1967

INTRODUCTION

1- Le principe de l'ajustement, à mi-période, des programmes publics entraînant des charges récurrentes pour l'Etat, a été posé dans le 2ème Plan.

Ce travail ne constitue pas une remise en cause des principales options . Il doit permettre au contraire de vérifier que l'avancement inégal inévitable de l'exécution et des engagements dans les différents secteurs n'entraîne pas de très graves distorsions et de prendre éventuellement des mesures utiles pour les redresser.

En second lieu il doit constituer une information valable sur les engagements réels publics .

Une telle mise à jour est imposée par les aléas des financements aussi bien extérieurs qu'internes, ces derniers étant la conséquence de l'évolution budgétaire .

Elle a également des raisons techniques, certains projets évoluent différemment de ce que l'on prévoyait initialement.

Il est normal que la précarité des moyens en cadres spécialisés, qu'ils soient nationaux ou expatriés, entraîne des insuffisances ou des erreurs de conception, dont les nations plus développées ne sont pas exemptes . L'important est de corriger ou d'apporter des améliorations à temps, sans remettre en cause l'essentiel .

C'est d'ailleurs cette pauvreté dans les moyens d'étude (et de réalisation) des projets, qui interdit de consacrer à nouveau beaucoup de temps à des travaux de conception générale, la priorité devant être réservée à l'élaboration, à la négociation, à la correction puis à la réalisation des projets .

Aussi a-t-on voulu ne procéder qu'à un ajustement rapide, en évitant une procédure trop lourde, qui eût mobilisé trop longtemps des cadres et des responsables .

2- Les orientations générales ne sont donc pas modifiées .

Les actions de diversification et d'accroissement de la production doivent être intensifiées simultanément . Les premières n'auront d'effet déterminant qu'à moyen ou long terme, les secondes sont imposées par la situation générale, pour faire face aux difficultés immédiates .

D'une part la substitution aux accords bilatéraux franco-sénégalais sur les produits arachidiers, de l'accord de Yaoundé avec la C.E.E. qui jouera dans le sens d'une diminution des protections et, d'autre part, le déficit vivrier en céréales et la pénurie mondiale de riz, accompagnée d'une forte hausse des prix, justifient le développement prioritaire d'actions importantes pour l'accroissement des rendements d'arachide et de mil. Sans doute la situation justifie-t-elle également la recherche de moyens plus rapides d'accroître la production de riz que ceux que l'on a initialement projetés, et qui étaient presque exclusivement basés sur des aménagements coûteux, posant de nombreux problèmes socio-économiques et de gestion.

Dans le secteur rural qui risque d'être très touché en raison des perspectives décrites ci-dessus et qui de plus groupe 80 % de la population des seules interventions possibles de quelque envergure sont le fait du secteur public.

L'Etat poursuivra la recherche, auprès des sources extérieures de financement, des aides accrues et des soutiens plus rapides que la situation exige. Sur le plan interne il maintiendra la priorité à l'Economie Rurale, à l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement des structures publiques d'encadrement rural.

Dans les autres secteurs de la production, l'Etat continuera d'agir d'une manière concertée avec les promoteurs privés, en orientant, en stimulant et en aidant les investisseurs. Cette politique, maintes fois affirmée, d'accueil, de soutien et d'accompagnement n'exclut ni les

mesures de contrôle, qui entrent dans les responsabilités normales de la puissance publique, ni les actions de promotion dans les domaines susceptibles de développement et appelant des impulsions publiques, en raison de l'absence ou de l'insuffisance des initiatives privées .

L'ihdustrialisation dans le sens d'une meilleure intégration et d'une plus grande création d'emplois, directs et indirects doit s'effectuer parallèlement à la diversification des productions rurales. Malgré des incitations publiques importantes, elle ne peut être toujours le fait du secteur privé agissant isolément, car de telles actions comportent parfois trop de risque, ou du moins un attrait financier jugé insuffisant ou trop lointain .

Dans ce domaine le rôle de l'Etat est multiple. D'une part le Gouvernement ne cessera de rechercher, par la négociation extérieure, l'élargissement réciproque des débouchés au niveau régional ouest africain ainsi que de meilleures conditions dans le commerce mondial susceptibles de favoriser l'essor des productions locales .

Mais, d'autre part, il continuera également de prendre l'initiative de la création d'unités de productions nouvelles présentant un grand intérêt, à terme, sur le plan économique national, en assumant une part des risques résultant d'une certaine anticipation. Pour cela il continuera de recourir à l'aide publique extérieure spécialisée qui présente une double garantie financière et technique, et de s'associer aux entrepreneurs privés de la profession .

Actions directes dans l'économie et actions dans l'enseignement et la formation constituent le diptyque des interventions publiques prioritaires. L'une des leçons du bilan que comporte le présent ajustement des programmes est la nécessité d'harmoniser les multiples actions engagées dans l'éducation et la formation .

.../...

L'essentiel était certes qu'en un premier temps fussent accélérées et multipliées les réalisations dans ce domaine, et que de nombreuses expériences fussent engagées, plutôt que de laisser s'aggraver les retards, dans la scolarisation principalement .

Mais il convient maintenant de faire le bilan des différentes actions entreprises puis de prodécer à une étude prospective d'ajustement des besoins et des moyens sur le plan des ressources humaines .

Cet important travail, probablement le plus important et le plus difficile de la planification, ne peut se concevoir que débordant très largement la programmation quadriennale. Des concours extérieurs spécialisés sont assurés au Sénégal, mais l'essentiel du travail ne pourra résulter que de ses propres efforts notamment dans le sens d'une meilleure coordination entre tous les départements intervénant dans la formation .

L'étude de la planification de la formation, et d'une manière plus générale, des ressources humaines, sera entreprise au cours de la deuxième période biennale du 2ème Plan, avant que ne soient abordés les travaux d'élaboration du 3ème Plan Quadriennal, et de manière que l'on puisse tenir compte des premiers résultats de cette étude au moment des travaux de cohérence et de synthèse qui devraient intervenir en début 1969 .

3- Sont exposées ci-après, l'évolution des programmes d'investissements publics tant dans les engagements constatés que dans les perspectives de réalisation, ainsi que les propositions particulières qui en découlent. Cette analyse est faite dans le même ordre que dans le document du 2ème Plan .

L'ajustement du 2ème Plan est limité aux rectifications ainsi apportées aux programmes sectoriels publics. La réalisation de certains projets débordera sur le 3ème Plan suivant un calendrier que l'on a indiqué chaque fois qu'il était connu .

.../...

Ainsi les mesures d'ajustement des programmes du 2ème Plan préfigurent dans une certaine mesure la troisième période quadriennale, de même que la réorientation du Ier Plan préparait l'adoption des interventions à prévoir, au niveau des programmes, sur le 2ème Plan .

Assurer une meilleure continuité dans la planification, dans laquelle doivent s'insérer les tranches biennales et quadriennales des programmes, est une nécessité si l'on veut éviter dans l'avenir les retards constatés chaque fois au début des deux plans et pallier les difficultés considérables que représentent, pour la programmation des actions, les invertitudes relatives à l'aide extérieure auxquelles s'ajoutent les aléas du financement interne .

Préparer et négocier des projets à plus long terme, anticiper au besoin sur les programmes quadriennaux futurs, s'avère donc indispensable . Afin d'éviter les hiatus entre les tranches de réalisation, un certain chevauchement des programmes est inévitable et même nécessaire . Cela est conforme au caractère continu de la planification .

C'est pourquoi dans la réorganisation du Ministère du Plan une place particulière est donnée à la nouvelle Direction des projets et programmes; une coordination meilleure entre les services financiers, les services du plan et les services techniques sera également recherchée en priorité .

Mais c'est aussi avec les aides extérieures sur le plan de l'allègement des procédures et de l'établissement de relations permanentes et confiantes que le Sénégal recherchera la réalisation d'importants progrès .

TITRE I

LES PROGRAMMES D'ACTION

SECTEURS A INTERVENTION PUBLIQUE DOMINANTE

Chapitre I

ETUDES ET RECHERCHES

TRE I -

ETUDES ET RECHERCHES

1-1- Les actions prévues au IIème Plan en matière d'études et de recherches se présentaient comme suit :

millions de francs CFA

ACTIONS	Budget national				Aide extérieure				TOTAL
	65-66	66-67	67-68	68 69	65 66	66 67	67 68	68 69	
Fonctionnement des Instituts de Recherche	255	352	406	425	255	342	406	425	2 856
Contrepartie études Inter-Etats	27	85	85	88					285
Recherche Economique	53	56	73	146	18	43	96	147	631
Recherche Agronomique					448	301	145	123	1 017
Botanique	18	1	1	1					21
Alimentaire et Santé	38	23	19	16	22	12	12	12	154
Energie					40	35	35	35	145
Géologie	39	154	150	150	178	120	120	140	1 051
Hydraulique, Hydrologie, hydrogéologie	62	47	24	14	213	142	71	92	655
Cartographie et Etudes Technologiques .	12	12	16	-	54	38	38	33	203
TOTAUX GENERAUX	504	719	774	839	1228	1033	923	1006	7 018

Priorité était ainsi donnée aux objectifs de production, d'une part, et à l'étude des problèmes qui conditionnent le développement du pays, d'autre part (diversification, problème de l'eau, etc) Ces priorités demeurent inchangées . Un effort particulier a été entrepris par ailleurs pour assurer une meilleu coordination de la Recherche au Sénégal ./.-

I-2- PRESENTATION DES PROGRAMMES :

I - 21 - ECONOMIE ET STATISTIQUES

A - BILAN DES ETUDES ENGAGEES : I ère tranche biennale I965/67

Les études engagées visaient d'une part à compléter l'information statistique au Sénégal, et, d'autre part à assurer rapidement la préparation du 3ème Plan. Elles ont été financées comme suit :

millions de francs CFA

NATURE DE LA RECHERCHE	Budget national			Aide extérieure		
	Estimations du plan		Ouvert	Estimations du plan		Obtenu
	I965-69	I965-67	65-67	65-69	65-67	
Statistiques agricoles	50	I0	I0	-	-	-
Enquêtes budgets familiaux ruraux	30	30	30	-	-	-
Commerce frontalier distribution.....	I7	I7	I0	-	-	-
Industrialisation	-	-	-	20	I0	20
Préparation recensement agricole mondial	2	-	-	-	-	-
Etudes de terroirs	-	-	-	40	20	-
Plan directeur des villes et campagnes	-	-	-	8	4	-
Etudes démographiques par sondages	54	27	27	-	-	-
Préparation du 3ème Plan	I50	-	40	I50	-	-
Planification de l'enseignement	-	-	-	I0	2	I0
Etudes régionales	25	25	50	75	25	-
TOTAL	328	I09	I67	303	6I	30

a) - ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES SUR BUDGET NATIONAL :

On notera que :

- l'étude sur les budgets familiaux ruraux a été retardées dans son déroulement, en raison des conditions exceptionnelles créées par la sécheresse; les résultats de l'enquête, de ce fait, n'auraient pas eu grande signification .

- Pour l'opération "études régionales" qui recouvre les études de régionalisation, de projets locaux, et des actions coopératives, 25 millions prévus au plan sur aide extérieure ont été, en fait, ouverts sur budget national .

b) - ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES SUR AIDE EXTERIEURE :

- Les études d'industrialisation ont reçu un accord de principe général, dont le montant est actuellement indicatif .

- Pour l'étude de la planification de l'enseignement un accord de principe est acquis . L'approche des options a long terme constitue un préalable à cette étude .

- Pour la préparation du 3ème plan il est prévu, sur aide extérieure , en complément des crédits du budget d'équipement, une enveloppe de 150 millions, sur laquelle diverses études sont envisagées : comptes économiques et études sectorielles .

B - AJUSTEMENT DES PREVISIONS : 2ème tranche biennale 1967-69

Les mesures d'ajustement peuvent se résumer ainsi :

- Les études d'industrialisation, les études de terroirs, le plan directeur des villes et campagnes, la préparation du 3ème Plan (compte tenu des études déjà réalisées), et la planification de l'enseignement ne subissent aucune modification pour les deux dernières années du plan .-

.../...

- Les études statistiques agricoles, la préparation du recensement agricole mondial, les études démographiques par sondages, devront être assurées en deuxième priorité .

- Le financement à prévoir se présente comme suit :

millions de francs CFA

NATURE DE LA RECHERCHE	Prévisions du plan 1967-69	Nouvelles estimations 1967-69	FINANCEMENT A ASSURER			
			1967/1968		1968/1969	
			Budget national	Aide extérieure	Budget national	Aide extérieu
Statistiques agricoles ...	40	-	-	-	-	-
Industrialisation	10	10	-	5	-	5
Préparation recensement agricole mondial	2	-	-	-	-	-
Etude de terrois	20	-	-	-	-	-
Plan directeur des villes et campagnes	4	4	-	2	-	2
Etudes démographiques par sondages	27	-	-	-	-	-
Préparation 3ème Plan	300	260	70	50	40	100
Planification de l'Enseignement	8	(°) 10	-	(°) 5	-	(°) 5
Etudes régionales et d'aménagement du territoire	50	-	-	25	-	25
TOTAL	461	284	70	87	40	137

(°) estimation maintenue provisoirement, à titre indicatif - Il est probable que l'étude, dépassant le cadre du IIème Plan, sera d'un montant plus élevé .

I-22- RECHERCHES CONCERNANT LE SECTEUR RURAL

Ces recherches étaient inscrites :

en investissement	pour	I 017 millions
en fonctionnement	pour	2 856 "

I-22-I- LES INVESTISSEMENTS étaient entièrement attendus de l'aide extérieure . Pour les deux années écoulées, aucune réalisation n'a été effectuée . Pour les deux années à venir il faut retenir les réalisations suivantes :

- station rizicole de Djibelor 90 millions
- centre de recherche zootechnique de Kolda I35 millions
- projet d'amélioration des mils par utilisation des radios-isotopes I00 millions
- projet d'enquête sur les ressources en poissons pélagiques 65 millions

total 390 "

Les deux premiers projets font l'objet de conventions avec le FED, le troisième élaboré avec le concours de l'EURATOM, doit être financé par le FED également . Le quatrième fait l'objet d'une convention en cours de signature avec le Fonds Spécial des Nations Unies (PNUD).

Notons enfin que la recherche agronomique dans la vallée du fleuve Sénégal doit être reprise dans le cadre du projet Fonds Spécial, ce qui pourrait se traduire en particulier par un investissement nouveau qu'il n'est pas encore possible d'estimer .

I-22-I- RECHERCHE AGRONOMIQUE : CRÉDITS D'INVESTISSEMENTS

(sur aide extérieure)

I PREVISIONS 2ème plan

millions de francs CFA

	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	TOTAL
recherche agronomique	189	146	92	67	494
" vétérinaire et zootechnique	196	104	33	33	366
" forestière et piscicole	9	8	8	8	33
" océanographique	54	43	12	15	124
TOTAUX	448	301	145	123	1 017

II REALISATIONS ET NOUVELLES PREVISIONS

recherche aggronomique	-	-	190	-	190
" vété. et zoot.	-	-	135	-	135
" forestière et piscicole	-	-	-	-	-
" océanographique	-	-	57	8	65
TOTAUX			382	8	390

22-2. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT, inhérentes à l'exécution de la convention générale sur la recherche font l'objet d'un financement paritaire Sénégal - FAC. A partir de l'exercice 1967-68, des mesures d'ajustement doivent être prises à la charge de l'Etat. Elles peuvent se résumer ainsi :

(en francs CFA

- ajustement subvention convention générale (I) + 12 500 000
- régularisation avance consentie par l'IRAT pour permettre le fonctionnement de la recherche sur le Fleuve de janvier à juin 1967 + 15 000 000

Total..... + 27 500 000

D'autre part des mesures nouvelles doivent intervenir sur budget national en contre partie de conventions nouvellement conclues :

francs CFA

	1967/68	1968/69
Recherche agronomique vallée du Sénégal	15 700 000	15 700 000
" rizicole Djibelor	15 960 000	30 000 000
" zootechnique kolda	3 510 000	3 510 000
" poissons pélagiques	5 000 000	6 000 000
TOTAL	40 170 000	55 210 000

Sur aide extérieure les contributions du FAC resteront au niveau actuel avec augmentation prévisible de 5% en 1968/69.

Le projet "amélioration des mils" entraînera une contribution du FED de 57 millions par an .

Le projet "étude des ressources en poissons pélagiques" comporte une subvention du F.S.N.U. de 40 millions en 1ère année, de 60 millions en 2ème année .

(1) Un prélèvement de 12 500 000 a été opéré par décision 1049 MF/DB/2 du 26.1.67 sur les crédits réservés à l'exécution de la convention générale pour financer en 1966 la recherche sur le Fleuve (quote-part sénégalaise)

.../...

I-22-2- a/ RECHERCHE : BUDGET DE FONCTIONNEMENT

millions de francs CFA

Recherche	Budget National		Aide extériere	
	Estimations du Plan I965-69	Ouverts I965-67	Estimations du Plan I965-69	Ouverts I965-67
- agronomique	843	360	843	360
- vétérinaire et zootechnique	429	I35,5	429	I35,5
- forestière et piscicole	52	29,5	52	29,5
- océanographique	I04	3I	I04	3I
Totaux partiels	I 428	556	I 428	556

I-22-2- b/ BUDGET FONCTIONNEMENT RECHERCHE

	Dépenses réalisées				Prévisions			
	I965-66		I966-67		I967-68		I968-69	
	B.N.	FAC	B.N.	FAC	B.N.	Aide extérieure	B.N.	Aide extérieure
Recherche -agronomique	I73,5	I73,5	I86,5	I86,5	2I8	243,5	242	253
-vétérinaire et zootechnique	66	66	69,5	69,5	73	69,5	76,5	73
-forestière et piscicole	I4,5	I4,5	I5	I5	I5	I5	I6	I6
-océanographique	I5,5	I5,5	I5,5	I5,5	20,5	55,5	22,5	76
	269,5	269,5	286,5	286,5	326,5	383,5	357	4I8
Prévisions 2° Plan	255	255	342	342	406	406	425	425

millions de francs CFA

	Prévisions 2e Plan		Nouvelles estimations	
	I967-68	I966-69	I967-68	I968-69
Recherche				
- agronomique	233	246	218	242
- vétérinaire et zootechnique	I23	I27	73	76,5
- forestière et piscicole	I3	I5	I5	I6
- océanographique	37	37	20,5	22,5
TOTAUX	406	425	326,5	357

I-23 RECHERCHE SUR L'ALIMENTATION ET LA NUTRITION

Deux organismes sont inclus dans cette rubrique : l'organisme de recherches sur l'alimentation et la nutrition africaines (ORANA) et l'Institut technologique aliment (ITA)

Le programme de recherche de l'O.R.A.N.A. nécessite la construction d'une animalerie, qui doit être réalisée en 1967-68, sur aide extérieure.

I8 millions de Frs CFA ont été ouverts en I966-67, sur budget national, au profit de l'I.T.A., pour la réfection de bâtiments, l'installation d'ateliers et la construction d'un nouvel immeuble - 20 millions de Frs CFA sont prévus au budget I967-68, pour le projet du programme agricole mondial, et la deuxième tranche du nouvel immeuble.

millions de francs CFA

Recherche	Budget national		Aide extérieure	
	I967-68	I968-69	I967-68	I968-69
O.R.A.N.A.	-	5	I2	I2
I.T.A.	20	5	-	-

I-24- ETUDES INTER ETATS

Dans le programme du Comité Inter-Etats pour l'aménagement du fleuve Sénégal, trois projets d'études de préinvestissements ont déjà obtenu l'accord du Fonds Spécial des Nations-Unies :

a) Projet d'aménagement hydro-agricole - phase I -
b) Projet de régularisation du fleuve Sénégal
c) Projet du Haut-Bassin .

La contribution du Sénégal, pour ces 3 projets, s'élève à 175 millions de Frs CFA, sur quatre années à partir de 1966-67 (soit 115 millions pour 1967-68 et 1968-69 : 19 en espèces + 96 en nature).

Un quatrième projet, sur la navigation et les ports, interviendra également en partie au cours de la deuxième tranche biennale du Deuxième Plan, pour un montant estimé à 17,5 millions de Frs CFA .

I-25 ENERGIE

Deux études étaient prévues au plan, concernant l'énergie solaire, et l'énergie éolienne -

Seule, l'étude sur les pompes solaires a pu être poursuivie, avec une participation du budget national, pour un montant de 7 millions .

I-26- RECHERCHES GEOLOGIQUES MINIERES HYDRAULIQUES

I-26-I GEOLOGIE ET MINES

A - BILAN DES ETUDES ET RECHERCHES ENGAGEES :

Ière tranche biennale I965-67

Les études et recherches minières se sont déroulées normalement dans le cadre du plan - Le financement des opérations a été le suivant :

millions de francs CFA

NATURE DE LA RECHERCHE	Budget national			Aide extérieure		
	Estimations du plan		Ouvert	Estimations du plan		OBTENU
	I965-69	I965-67	I965-67	I965-69	I965-67	
s des latérites	-	-	-	38	38	39,5
himie des minerais	-	-	-	20	20	22,2
rche générale	-	-	-	I40	60	77,9
les industrielles	20	I0	I0	-	-	-
res d'ornement	8	8	8	-	-	-
phates	60	30	25	-	-	-
nle (1)	300	I00	-	-	-	-
ieis métalliqu s	30	I0	I0	40	20	76,2
ux Sénégal-Oriental	I5	I5	I0	-	-	-
res et métaux pré-	60	20	20	-	-	-
rches minières						
gal Oriental	-	-	-	320	I60	I60
TAL	493	I93	83	558	298	375,8

(1) Non compris 4 600 millions sur fonds privés .-

Les études et recherches générales, ainsi que les recherches de minerais métalliques(molybdène notamment), ont été financées sur crédits du FAC et crédits propres du B.R.G.M.

Un programme important de recherches minières au Sénégal Oriental s'est poursuivi dans le cadre d'un projet du Fonds Spécial des Nations-Unies.-

B - AJUSTEMENT DES PREVISIONS : 2ème tranche biennale 1967/69

- Les recherches de minerais métalliques, de métaux du Sénégal Oriental, et de pierres et métaux précieux, sont regroupées au sein du projet de recherches minières du Fonds Spécial des Nations Unies (chromite, diamant et or)-

- Les recherches de phosphate, qui n'ont pas révélé la présence de nouveau gisement actuellement exploitable, ne seront pas poursuivies en dehors des gisements déjà reconnus -

Les prévisions de financement sont donc les suivantes :

NATURE DE LA RECHERCHE	Prévisions du plan 1967-69	Nouvelles estimations 1967-69	Financement à assurer 1967 - 1968 Budget national	1967 - 1968 Aide extérieure	1968 - 1969 Budget national	1968 - 1969 Aide extérieure
tude des latérites	-	15	-	15	-	-
ochimie des minerais	-	15	-	15	-	-
echerche générale	80	100	-	100	-	-
rgiles industrielles	10	10	5	-	5	-
erres d'ornement	p.m.	-	-	-	-	-
osphates	30	-	-	-	-	-
trole	200	-	-	-	-	-
echerches minières au énégal Oriental	240	240	40	80	40	80
Total	560	380	45	210	45	80

I-26-2- HYDRAULIQUE, HYDROGEOLOGIE, HYDROLOGIE

A - BILAN DES ETUDES ET RECHERCHES ENGAGEES : Ière tranche biennale I965/67

Les études hydrauliques financées sur budget national se sont déroulées pour l'essentiel conformément aux prévisions du plan pour la tranche biennale I965/67-

Les études sur les lits majeur et mineur du fleuve Sénégal, ainsi que sur l'aménagement de la Falémé ont été intégrées au programme d'études du Comité Inter-Etats pour l'aménagement du fleuve Sénégal .

Les opérations Kédougou-Bakel, Zone Est de Tambacounda, et étude de la nappe entre le Saloum et la Gambie ont été différées, pour être reprises dans un nouveau programme à prévoir sur aide extérieure .

Le financement des études et recherches engagées se présente comme suit :

millions de francs cfa

	Budget national			Aide extérieure		
	Estimations du plan		Ouvert	Estimations du plan		OBTENU
	1965/69	1965/67	1965/67	1965/69	1965/67	
re d'étude oumontation hydraulique	32	22	7	-	-	-
njour du f e Sénégal	-	-	-	90	45	(°)
ineur du e Sénégal	-	-	-	40	20	(°)
logie de la nce	55	35	35	-	-	-
logie de la Ga Casamance	22	22	22	-	-	-
gement de la é	-	-	-	77	21	(°)
e en phos- du chaptol	-	-	-	9	9	-
ité et bilan nappe du ma chien	-	-	-	30	20	17,6
rche en eau les îles du Saloum	7	7	7	-	-	-
gou-Bakel(1)	-	-	-	44	22	-
de Tambacoun)	-	-	-	84	83	-
n Joal Fadi h	3	3	3	-	-	-
entre le et la Gamb	-	-	-	37	30	-
taire des ma	18	10	6	-	-	-
ole d'accord (Saloum)	-	-	-	107	107	107
L	137	99	80	518	355	124,6

rogramme du Comité Inter-Etats pour l'aménagement du fleuve Sénégal - udes regroupées dans un nouveau programme, pour un montant de crédits ntiques.-

B - AJUSTEMENT DES PREVISIONS : 2ème tranche biennale 1967/69 :

- L'équipement du centre d'études et de documentation de l'hydraulique devra être finance sur aide extérieure -

- 20 millions seront prévus sur budget national au chapitre de l'hydrologie de la Casamance, en contrepartie de la requête déposée du Fonds Spécial des Nations - Unies.

- Les études sur Kédougou - Bakel, la zone Est de Tambacounda, et la nappe entre le Saloum et la Gambie, ont été regroupées en un nouveau programme, pour un montant de crédits identique à obtenir sur aide extérieure :

  - points d'eau région Kédougou - Bakel : 44 millions,
  - inventaire des ressources hydrauliques : 121 millions,

  dont :

  Casamance : 13 millions,
  Sine - Saloum, Gambie, 58 millions,
  Sénégal - Oriental - 50 millions -

- Les trois dernières opérations du tableau ci-après : prolongation de l'étude de Pout et forage d'essai, poursuite des études hydro - pastorales, n'avaient pas été prévues explicitement au plan.

La première de ces opérations est en cours de réalisation sur crédits du FAC et la troisième reprend partiellement l'inventaire des mares prévu au budget national -

Tight binding, text missing in gutter of book

Les prévisions de financement sont les suivantes pour 1967/69 :

millions de francs c

NATURE DE LA RECHERCHE	Prévisions du plan 1967/69	Nouvelles estimations 1967/69	Financement à assurer 1967/ 1968 budget national	1967/ 1968 aide extérieure	1968/ 1969 budget national	1968/ 1969 aide ex térieu
Centre d'études et de documentation de l'hydraulique	10	10	-	5	-	5
Lit majeur du Fleuve Sénégal	47	47	-	23	-	24
Lit mineur du Fleuve Sénégal	20	20	-	10	-	10
Aménagement de la Falémé	56	56	-	20	-	36
Hydrologie de la Casamance	20	20	10	-	10	-
Hydrogéologie de la nappe de Casamance	PM	-	-	-	-	-
Carence en phosphate du Cheptel	PM	-	-	-	-	-
Salinité et Bilan de la nappe du maestrichien	10	10	-	3	-	7
Recherche eau dans les îles du Saloum	PM	-	-	-	-	-
Kédougou - Bakel	22	44	-	22	-	22
Inventaire des ressources hydrauliques	8	121	-	60	-	61
Inventaire des mares	8	-	-	-	-	-
Protocole d'accord USAD	PM	-	-	-	-	-
Prolongation étude de Pout	-	20	-	10	-	10
Nappe de Pout, rive Ouest lac Tamna	-	38	-	19	-	19
Périmètres hydro-pastoraux	-	22	-	11	-	11
TOTAL	201	408	10	183	10	205

(Right binding - text missing)

1 - 27 - CARTOGRAPHIE ET PEDOLOGIE

A - BILAN DES ETUDES ENGAGEES : 1ère tranche biennale 1965/67

- La réalisation de la carte géologique au 1/20 000° de la Région du Cap-Vert, et au 1/6000 ° pour Dakar a été menée à bien par le Laboratoire de Géologie de la Faculté des Sciences.

- La carte géographique correspond aux travaux effectués pour l'I.G.N. sur crédits du FAC -

L'exécution de la carte pédologique est effectuée sous la direction de l'O.R.S.T.O.M.

- La carte géologique au 1/200 000 ' de la Région du Fleuve a été réalisée, sur crédits du FAC, par la Direction des Mines et de la Géologie, et le B.R.G.M.

- Le projet d'étude des chaînes hercyniennes n'a pas eu de suite.

Le financement des opérations engagées se présente comme suit :

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book

millions de francs cfa

NATURE DE LA RECHERCHE	budget national			aide extérieure		
	estimations du plan		ouvert	estimations du plan		obtenu
	1965-69	1965-67	1965-67	1965-69	1965-67	
rte 1/20 000 Vert et 1/6000 r	-	-	-	5	5	5
e géographique	-	-	-	17	12	12
e pédologique énégal Oriental	40	24	24	-	-	-
e géologique	-	-	-	9	9	9
nes hercynien-	-	-	-	32	16	-
TOTAL	40	24	24	63	42	26

AJUSTEMENT DES PREVISIONS : 2ème tranche biennale 1967/69 :

Après l'achèvement des cinq cartes géologiques de la Région du Fleuve, l'essentiel de la recherche en matière de cartographie et de pédologie sera consacré à la réalisation de la carte pédologique du Sénégal Oriental

Les previsions de financement sont les suivantes :

millions de francs cfa

NATURE DE LA RECHERCHE	Prévisions du plan 1967/69	Nouvelles estimations 1967/69	FINANCEMENT A ASSURER			
			1967 - 1968		1968 - 1969	
			budget national	aide extérieure	budget national	aide extérieure
e 1/20 000 Cap et 1/6000 Dkr	pm	-	-	-	-	-
te géographique	5	5	-	5	-	-
e pédologique énégal Oriental	16	16	12	-	4	-
e géologique	pm	-	-	-	-	-
nes hercynien-	16	-	-	-	-	-
TOTAL	87	21	12	5	4	-

Tight binding, text missing in gutter of book.

RECAPITULATIF DES ETUDES ET RECHERCHES.

Pour l'ensemble des études et recherches, le programme réajusté pour les deux dernières années du Plan se présente comme suit :

millions de francs cfa

ACTIONS	Budget National		Aide extérieure	
	67/68	68/69	67/68	68/69
Fonctionnement des Instituts de recherches	326,5	357	383,5	418
Contrepartie études inter-Etats (nature)	52,5	77		
Total partiel	379	434	383,5	418
Contrepartie études inter-Etats (espèces)	20,5	22,5	-	-
Recherche économique	70	40	87	137
Recherche agronomique	-	-	382	8
Recherche botanique	1	1	-	-
Recherche sur l'alimentation et la santé	20	10	12	12
Energie	-	-	15	15
Géologie et mines	45	45	210	80
Etudes hydrauliques et hydrogéologiques	10	10	183	205
Cartographie	12	4	5	-
Etudes technologiques	-	-	-	-
Total partiel	178,5	132,5	894	437
T O T A L	557,5	566,5	1277,5	875

Tight binding, text missing in gutter of book.

Etudes et Recherches

Investissements (fonctionnement Instituts recherche exclu)

en millions de francs cfa

1ère tranche 1965/1967		2ème tranche 1967/1969		TOTAL	
plan initial	plan ajusté	plan initial	plan ajusté	plan initial	plan ajusté
1 169	936	1 708	1 662	3 877	2 598

Ces totaux résument les constations et les propositions faites au
itre 1 des Etudes et Recherches -

ANNEXE au chapitre 1

PROGRAMME D'ETUDES DU COMITE INTER-ETATS POUR L'AMENAGEMENT DU FLEUVE SENEGAL

A la suite des accords signés avec le Fonds Spécial des Nations Unies, des programmes très importants ont été engagés pour l'aménagement du Fleuve Sénégal, dans le cadre du Comité Inter-Etats :

I - PROGRAMME DU COMITE INTER-ETATS POUR L'AMENAGEMENT DU FLEUVE SENEGAL

1-1 - Projets d'études de préinvestissements déjà adoptés :

Trois projets d'étude ont été déjà acceptés par le Conseil d'administration du Fonds Spécial :

a) - Projet d'aménagement hydroagricole - phase I -

b) - Projet de régularisation du Fleuve Sénégal (barrage de Gouina)

c) - Projet du Haut-Bassin (utilisation rationnelle des eaux)

Pour ces trois projets, le montant total des crédits accordés par le Fonds Spécial est de : 1.560.000.000 Frs CFA, et la participation du Sénégal s'élève à 175 millions de Frs CFA.

Le Plan d'opérations concernant un quatrième projet est en voie d'élaboration. Il s'agit de l'étude sur la navigation et les ports.

1 - 2 - Projets d'études non encore présentés au Fonds Spécial :

a) - hydroagriculture - phase II (casiers - pilotes agricoles et zones-pilotes d'élevage)-

b) - erosion des sols du Fouta Djalon

c) - études minières industrielles

ce dernier projet d'étude ne devant démarrer que dans le cadre du IIIème Plan de Développement -

2 - CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES :

Le calendrier de réalisation des études du Comité Inter-Etats s'établit comme indiqué au tableau suivant. La contribution du Sénégal est donnée à titre indicatif, selon une estimation provisoire.

...../.....

- FSNU -

Désignation des Opérations	1966/6 TAUX 1ère ann	
Hydro agriculture Phase I	54 (14,5 + 39 (espèce+na	130
Regularisation (Gouina)	4 (3 + 1)	10
Haut-Bassin	15 (3 + 12	35
Total partiel	73	175
Navigation et ports	-	35
Hydroagriculture phase II	-	18a
Fouta Djalon	-	20
Etude minière industrielle	-	37,5

CONTRIBUTION DU

Désignation des Opérations	1966/67 1ère année	1967/68 2ème année	1968/69 3ème année	1969 4ème a
Hydro agriculture Phase I	54 (14,5 + 39,5) (espèce+nature)	30 (8 + 22)	26 (6 + 20)	(5 +
Regularisation (Gouina)	4 (3 + 1)	6 (0,5 + 5,5)	-	
Haut-Bassin	15 (3 + 12)	12 (3 + 9)	8 (1,5+6,5)	
Total partiel	73	48	34	
Navigation et ports	-	-	17,5	
Hydroagriculture phase II	-	17	40	
Fouta Djalon	-	-	5	
Etude minière industrielle	-	-		
Fonctionnement du Comité Inter-Etats	8,75	9,5	10,5	
TOTAL GENERAL	81,75	74,5	107	1

TRIBUTION DU SENEGAL (MILLIONS FRS CFA) ETUDES INTER-ETATS - FSNU -

e	1969/70 4ème année	1970/71 5ème année	1971/72 6ème année	TOTAUX
)	20 (5 + 15)	-	-	130
	-	-	-	10
)		-	-	35
	20	-	-	175
	17,5	-	-	35
	41	38	6	18a
	10	5	-	20
	29,5	15	15	37,5
	11,5	12,75	14	67
	107,5	70,75	75	516.5

Tight binding - text missing in gutter

2-1- On retiendra en priorité les opérations suivantes dans le cadre de l'ajustement du plan :

millions de francs cfa

Opération	Prévisions du plan	nouvelles estimations			crédits à prévoir au IIIème Plan		
		en espèce	nature	total	en espece	nature	total
Hydroagriculture phase I	27 par an	30	80	110	15	15	20
Régularisation (Gouina)		3	7	10	-	-	-
Haut-Bassin		7	28	3	-	-	-
TOTAL	81	40	115	155	5	15	20

A ces trois projets d'étude, s'ajoutera le projet sur la navigation et les ports pour un montant de l'ordre de 17,5 millions, dans le cadre du 2ème Plan -

2-2 Aux crédits d'étude, s'ajoutent les crédits de fonctionnement du Comité Inter-Etats. Ces crédits sont inscrits au budget de fonctionnement du Ministère des Affaires Etrangères -

Tight binding, text missing in gutter of book.

CHAPITRE 2

LA PRODUCTION RURALE

Tight binding, text missing in gutter of book.

2. LA PRODUCTION RURALE

2.1. Les objectifs généraux

Dans le domaine de l'agriculture la 2ème année du plan (année 1966/67) a coïncidé avec une campagne marquée par des conditions climatologiques exceptionnellement défavorables.

Les productions agricoles annuelles ont ainsi été fortement influencées, ce qui a fait apparaître clairement les inconvénients qui peuvent résulter d'une comparaison année par année de ces productions.

Par ailleurs un examen détaillé des statistiques de production de l'arachide au cours des vingt dernières années a permis de constater que cette production semblait, avec de bonnes probalités, s'inscrire dans un cycle quadriennal comportant une récolte forte, une faible et deux moyennes.

Bien sûr il faut se garder d'en déduire une règle mathématique absolue mais il conviendra à l'avenir, et pour serrer de plus près la réalité, d'en tenir compté en substituant la notion de production moyenne, sur quatre ans, à celle de production annuelle.

Notons enfin que l'incidence d'une campagne comme celle de 1966, très mauvaise dans la zone nord du bassin arachidier, résultant des conditions météorologiques que l'on ne rencontre qu'une fois toutes les trois ou quatre décennies, ne doit pas être placée sur le même plan que celle de l'année faible que l'on retrouve régulièrement dans le cycle quadriennal dont il est fait état ci-dessus.

Ces conclusions évidentes pour l'arachide dont on suit facilement l'évolution de la production au travers de la commercialisation, sont également valables pour les autres productions, vivrières en particulier.

Sous cette réserve on peut admettre que les objectifs de production fixés par le plan restent valables à l'exception peut-être de la production maraîchère pour laquelle les difficultés rencontrées pour l'aménagement de la zone des Niayes risquent d'entrainer un certain retard, et de la production rizicole la réalisation des aménagements ne suivant pas le rythme prévu.

En ce qui concerne les productions animales et la pêche maritime il semble que les objectifs du plan étaient un peu optimistes à moyen terme, et qu'il faudra les réévaluer compte tenu :

- de l'évolution du marché de la viande, la commercialisation ne semblant pas progresser au rythme prévu.
- de l'étalement du programme prévu pour l'armement thônier qui se traduira probablement par la mise en oeuvre du programme retenu en hypothèse basse.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Il n'en reste pas moins que les perspectives à plus deux long terme ur ces/secteurs sont très favorables, ce qui justifie un certain nombre d'ac- ms nouvelles à engagdr avant la fin du 2ème Plan et qui se développeront au urs du 3ème plan.

2. - SECTEUR AGRICULTURE

- Les actions générales de productivités se déroulent dans l'ensemble de façon satisfaisante et suivant les prévisions du plan.

C'est ainsi que le programme engrais évalué à 5.500 millions pour le tre années a été réévalué à 5.270 millions.

L'évolution en tonnage est la suivante :

u

		1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	TOTAL
Prévisions 2e Plan						
ngrais	arachide	34.000	42.000	55.000	66.000	197.000
"	mil	7.100	9.900	13.600	20.000	50.600
"	riz	1.820	3.070	4.320	5.670	14.680
"	maraîcher	400	600	800	1.000	2.800
	TOTAUX	43.320	55.570	73.720	92.670	265.280
éalisations et révisions rajustées						
ngrais	arachide	26.107	38.423	52.600	64.550	181.680
"	mil	4.685	9.122	13.135	19.000	45.942
"	riz	834	990	1.775	2.100	5.699
"	maraîchèr	310	552	820	1.000	2.682
	TOTAUX	31.936	49.157	68.330	86.650	236.003

..../....

Tight binding, text missing in gutter of book.

De ces chiffres il apparaît que l'évolution est satisfaisante pour l'arachide, quoique un certain décalage subsiste toujours, pour le mil qui rattrape son retard, et pour les cultures maraîchères. Par contre l'action en riziculture ne progresse que d'une façon insuffisante, ce qui constitue pour ce secteur d'intérêt primordial un handicap grave.

Une action de vulgarisation intensive serait susceptible d'améliorer cette situation qui reflète malheureusement le retard pris dans ce domaine par la Casamance, région rizicole par excellence du Sénégal.

L'action phosphatage de fonds n'a pas encore dépassé le domaine de la prévulgarisation et souffre du retard constaté dans le programme d'aménagement des terroirs pour lequel l'aide extérieure escomptée n'a pu être obtenue ; 160 millions étaient prévus pour l'emploi de 20.000 tonnes de phosphates, le programme a dû être réduit dans de fortes proportions et ramené à 36 millions.

Le 3ème Plan devrait voir le démarrage réel de cette action qui conditionne le relèvement des potentialités du sol avec l'avantage d'employer une matière première produite localement et d'un bas prix de revient.

Le programme quadriennal d'équipement en matériel de culture attelée, avait été évalué à 2.662 millions. Compte tenu des deux programmes exécutés, ce montant sera respecté.

Par rapport aux prévisions (cf. 2ème plan tableau p. 101) les mises en place effectuées ou à prévoir s'établissement ainsi :

...../.....

Tight binding, text missing in gutter of book.

DESIGNATION	Réalisations 1965/66 Q	V	1966/67 Q	V	Prévisions 1967/68 Q	V	1968/69 Q	V	TOTAL Q	V
Semoirs	16,5	198	14,1	168,5	19	226,6	17	204	66,6	797,1
Houes	12,2	83	21,5	153,5	32,2	236,1	24	178,4	89,9	651,0
Souleveuses	1,7	16	0,9	8,6	10,3	46,8	14,4	60	27,3	131,4
Charrues	1,7	16,6	1	9,7	1,6	16,4	1,8	19,1	6,1	61,8
Charrettes	3,5	94	7	182	9,7	255,4	11,5	300	31,7	831,4
Sulfateurs et multiculteurs	0,3	23,7	0,1	8,4	0,7	44,5	1,2	53	2,3	129,6
TOTAUX		431,3		530,7		825,8		814,5		2602,3

Q = quantités en milliers d'unités
V = valeur en millions frs CFA.

L'examen de ce tableau fait ressortir les points suivants :

- ralentissement de l'acquisition des semoirs traduisant une saturation des besoins et surtout des moyens de traction disponibles (ânes et chevaux). Le recours à la traction bovine s'imposera dans les prochaines années, ce qui requiert un effort particulier dans ce secteur.

- progrès spectaculaire de la houe reflétant l'intérêt bien compris d'une action technique éminement rentable. On se rapproche ainsi de l'équilibre semoir-houe, base d'un développement rationnel de l'exploitation.

- vulgarisation rapide de la souleveuse et de la charrette, deux instruments susceptibles d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

D'importantes aides financières extérieures destinées à couvrir les besoins de la B.N.D.S. pour la distribution des crédits aux coopérateurs pour l'achat des matériels sont en cours de négociation.

Ces aides devraient permettre de réaliser les programmes d'équipement en matériel non seulement au cours du 2ème Plan, mais aussi de les poursuivre au cours des campagnes ultérieures.

L'opération de développement de la productivités arachide-mil.

Tight binding, text missing in gutter of book.

(action SATEC) a donné des résultats très encourageants et la décision de prolonger cette action a été prise par le Gouvernement. Le financement sera assuré sur aide extérieure. Le coût total avait été estimé à 1.548 millions pour les quatre années du Plan. L'aide déjà obtenue du FED (1.272 millions) couvre l'opération jusqu'en fin 1967. Pour les années 1968, 69, et 70, le coût a été estimé à 1.390 millions dont 344 pour les cadres de relève.

b) - Actions particulières

Le projet de développement de l'arachide de bouche prévu pour 4.000 ha et une production de 4.800 tonnes, a été réévalué de façon à atteindre 7.000 hectares (dont 4.500 dans le Sine-Saloum) et 8.500 tonnes en 1970. Le coût de l'opération Sine-Saloum est estimé à 55 millions.

Le projet coton conduit avec le concours de la CFDT, se déroule de façon très satisfaisante et suivant le rythme prévu au plan. Compte tenu d'ailleurs des résultats obtenus tant sur le plan global que sur celui des rendements à l'hectare, il a été décidé de présenter au financement extérieur un programme portant sur 12.500 hectares, répartis dans le Sénégal-Oriental, la Haute Casamance et le Sine-Saloum et susceptible de produire environ 12.000 tonnes de coton graine, soit près de 4.500 tonnes de coton fibre, ce qui correspondra sensiblement aux possibilités d'absorption des industries textiles sénégalaises. En plus de la 1ère usine dont l'implantation à Tambacounda est décidée, une 2ème usine sera édifiée dans le Sine-Saloum.

Le financement de l'action (investissement et encadrement) était évalué à 255 millions pour la durée du 2ème Plan. Il sera porté à 1.060 millions, dont 438 sur les quatre années du 2ème Plan (124 millions pour les deux années écoulées).

Dans ces chiffres ne sont pas comprises les dépenses résultant de la relève des cadres C.F.D.T. par du personnel Sénégalais. Ces dépenses peuvent être évaluées à environ quatre

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

millions par an et par agent (solde et fonctionnement), soit une charge pour le budget national qui passerait de 4 millions, chiffre actuel pour un chef de secteur en place, à 40 millions en fin de 3ème Plan où 10 chefs de secteur sénégalais devront être en place.

Parallèlement la valeur des produits utilisés (engrais et insecticides) passera de 78 à 100 millions pour la période quadriennale. Elle sera de l'ordre de 460 millions pour les quatre années suivantes.

Le projet canne à sucre qui vise à la réalisation d'un complexe agro-industriel dans la région de Richard-Toll a évolué de façon satisfaisante et entre dans une phase active.

Les négociations pour la recherche du financement sont en bonne voie et la création d'un groupement d'études, préfigurant la société d'exploitation, a permis de déboucher sur un programme d'aménagement dont la 1re tranche sera lancée à la fin de l'année 1967. La 1re plantation industrielle pourrait ainsi être effectuée à partir d'octobre 1968, ce qui permettrait de démarrer la 1re campagne sucrière début 1970, c'est-à-dire avec un retard d'un an sur les prévisions. Par ailleurs la cadence annuelle d'aménagement sera inférieure pour des raisons techniques, à ce qui avait été prévu.

Dans l'état actuel du projet, il n'est pas possible de préciser les coûts estimés de l'opération. Un dossier définitif est en cours de préparation et sera présenté en Juin 1967 aux instances financières extérieures. Il permettra d'avoir vue plus exacte du coût global.

Aussi les évaluations portées dans le document 2ème Plan ne sont reprises et maintenues qu'à titre provisoire et indicatif.

...../.....

Tight binding, text missing in gutter of book.

Signalons que le projet de rectification de la Taouey dont le financement a été proposé à l'aide extérieure, doit être rattaché au projet canne à sucre qui lui apporte une meilleure justification économique et technique.

L'amélioration des cultures maraîchères devrait se faire essentiellement dans la zône des Niayes en s'appuyant sur l'action de la SODENIA. Mais les études préalables n'ont pu jusqu'ici déboucher sur l'engagement des réalisations. Les prévisions initiales devront être étalées et l'on peut en l'état actuel estimer que seule la première phase de l'opération consistant en l'aménagement de casiers pilotes, dans quatre zônes des Niayes, et sur une centaine d'hectares, sera réalisée dans les unités du 2ème Plan, sur aide extérieure. Cette phase sera toutefois d'une grande importance car c'est en fonction des résultats de l'expérience sur les plans de la production et de la commercialisation et sur le plan de l'organisation de la gestion, que des extensions ultérieures pourront être entreprises dans ce secteur riche de possibilités pour l'avenir.

Parmi les opérations de développement des cultures fruitières, le projet banane occupait la 1re place. Après de nombreuses difficultés et contre temps, il a été décidé d'implanter 3 blocs de 10 ha chacun sur budget national et de demander à l'aide extérieure le financement d'une tranche de 50 hectares et l'établissement d'un dossier d'exécution portant sur 220 hectares.

Le programme rizicole, très important pour l'économie du pays, comporte d'une part, l'amélioration de la riziculture traditionnelle, d'autre part, la réalisation sur aménagements hydro-agricoles de nouveaux périmètres rizicultivables. Ces deux objectifs n'étant pas forcément distincts.

Le premier relève d'actions traditionnelles (semences, engrais, culture attelée,...) qui pour être mises en oeuvre avec toute l'efficacité voulue doivent s'appuyer sur un encadrement dense et spécialisé.

...../.....

Tight binding, text missing in gutter of book.

Sur des périmètres nouvellement aménagés, il va de soi que ce même encadrement est indispensable.

Dans ce domaine il faut pourtant constater un grand retard puisque les inscriptions du plan au titre de l'encadrement (352 millions) n'ont pas été matérialisées, sauf pour une très faible part dans la zône des 30.000 hectares. Il faut dire que le recours prévu aux aides extérieures n'a pu se concrétiser que très partiellement.

En ce qui concerne les aménagements, la situation se présente ainsi pour les trois régions intéressées :

./.

Tight binding, text missing in gutter of book.

a) REGION DE LA CASAMANCE

Basse Casamance

Du fait des difficultés de toutes sortes rencontrées lors des négociations avec les sources de financements extérieures, aucun des aménagements prévus n'a pu dépasser le stade des études ou des avant-projets. Pour les deux prochaines années, il faut prévoir l'aménagement de 600 hectares dans les vallées de Nyassia et Guidel, et le début d'une prospection qui devra aboutir à des projets portant sur environ 6.400 hectares de rizières de mangrove.

Dans les vallées de Bignona, une 1ère tranche d'aménagement portant sur 1.450 hectares pourra vraisemblablement être réalisée si les études prévues ne sont pas retardées davantage, comme c'est le cas actuellement.

Moyenne Casamance et Haute Casamance

Les études en cours ou à réaliser pourront difficilement se traduire en projets d'exécution avant l'achèvement du 2e Plan. Il est nécessaire de prévoir un étalement sur le 3e Plan, d'autant que la recherche des financements n'est pas très concluante.

b) REGION DU SINE-SALOUM

Là aussi, le retard des études et la recherche du financement ne permettent pas d'espérer une réalisation correcte des objectifs du Plan et un étalement à prévoir.

c) REGION DU FLEUVE

La situation est un peu plus satisfaisante grâce à la mise en valeur du Delta par la SAED. La cadence annuelle de mise en culture, initialement fixée à 3.000 ha, devra cependant être revue en fonction des aménagements internes à réaliser dans les cuvettes en vue d'assurer une exploitation plus correcte. Ceci se traduira par un certain ralentissement qui sera compensé par une augmentation des superficies réellement cultivables et par un meilleur rendement à l'hectare. Il reste entendu, cependant, que, comme initialement prévu, l'opération devra

Tight binding, text missing in gutter of book.

être r alisée en 10 ans au maximum.

Les autres opérations prévues dans la vallée, en particulier les périmètres de Nianga et Démet, ne pourront démarrer que si la recherche du financement actuellement en cours est positive.

SUPERFICIES A AMENAGER (en hectares)

NES	Prévu 2éme Plan	Réalisé 1965 à 1967	Objectifs révisés 1967 à 69	Prévoir. sur 3éme Plan
NCE				
counda.....	1.200	-	1.000	200
, Linguéto, etc.....	2.000	-	-	2.000
.....	1.760	-	1.450	450
.....	500	-	500	
et Guidel.....	2.100	-	600	6.400
t Dioulacolon.....	1.400	-	-	1.400
ASAMANCE.....	8.960	-	3.550	10.450
LOUM				
on.....	1.500	-	1.200	300
oum.....	1.600	-	1.000	600
SINE-SALOUM	3.100		2.200	900
E				
.D.....	11.000	9.300 (1)	3 à 6.000	12 à 15000
.....	1.500	-	-	1500
, Nianga.....	5.000	-	2.500	10000
FLEUVE.....	17.500	9.300	5.500 à 8.500	23500 à 26500

(1) dont 3.500 ex. O.A.D.

e tableau ci-dessus montre une fois de plus qu'il n'est pas possi-le de compter sur les seuls aménagements hydro-agricoles pour faire rogresser la production du riz, objectif prioritaire compte tenu s perspectives du marché mondial et des ressources céréalères du énégal.

Tight binding, text missing in gutter of book.

Les efforts tentés pour améliorer la riziculture traditionnelle n'ont guère abouti à des résultats notables en raison de la faiblesse et de l'éparpillement des moyens.

Il semble que, par analogie avec ce qui a été fait dans le bassin arachidier, une action de productivité, dotée de moyens importants, devrait être engagée au cours des prochaines années en Casamance et dans la vallée du Fleuve Sénégal.

Une telle intervention devrait d'ailleurs conjuguer encadrement dense et spécialisé, petits aménagements et organisation du paysannat ? Elle sera à l'étude au cours de la 2 éme période biennale du Plan.

Tight binding, text missing in gutter of book.

En résumé le programme de réalisation du secteur "Agriculture" doit être révisé comme suit :

millions de francs cfa

...remière tranche biennale ...1965/66 et 1966/67)	Estimation du coût	Source de financement
...nagement des terroirs.....	12	B.N.
...phatage de fonds.....	20	F.M.D.R.
...ration productivité ara- ...de-mil (SATEC).....	900	FED
...ériel de culture attelée...	962	B.N. = 18, F.M.D.R. = 40 B.N.D.S. = 904
...ction bovine.....	77	FED
...ture motorisée.....	46	B.N.
...rais.....	1.704	F.M.D.R. = 217, B.N.D.S.= 970, FED = 517
...ecticides.....	4	B.N
...ences arachides.....	97	FED
...chide de bouche.....	p.m.	(crédits de fonctionnement du service)
...ériel de traitement.....	47	B.N.
...ipements de production.....	32	B.N.
...nagements Casamance(études)	140	B.N. = 24, FED = 116
" Bao-Bolon (études).....	20	B.N.
" Bas-Saloum (études).....	35	B.N. (dont le compte de liquidation 12)
" Delta (SAED) ...dont études).....	837	B.N. = 398, prêt FAC= 169 subv. FAC = 270
" Vallée (O.A.V.).....	50	B.N.
...tion coton (C.F.D.T.).....	124	B.N. = 38, FED = 86
" canne à sucre (dont ...tudes).....	135	B.N. = 75, FAC = 60
" cultures maraîchères ...tudes).....	16	B.N.
" banane.....	15	B.N.
...timents et véhicules du ...rvice.....	45	B.N.
...tal Ière tranche..... ...(financement interne 3026 ...(aide extérieure... 2292	5.318	
...lieu de 9072 millions d'in- ...ventions publiques prévues ...idalement.....		

Tight binding, text missing in gutter of book.

B- Deuxième tranche biennale 1967/68 et 1968/69	Estimation du coût	Source de financement
- Aménagement des terroirs....	38	B.N.
- Phosphatage de fonds.....	36	F.M.D.R.
- Opération productivité arachide-mil (SATEC).....	972	Aide extérieure
- Matériel culture attelée....	1.650	F.M.D.R.= 80, B.N.D.S.=15 surprêt extérieur, B.N.=
- Opération productivité rizicole.....	50	B.N.
- Traction bovine.....	103	FED
- Culture motorisée.....	44	B.N.
- Engrais.....	3.566	F.M.D.R.=281, FED= 1085 B.N.B.S.=2200
- Semences arachides.....	126	FED
- Arachide de bouche.....	39	Aide extérieure
- Matériel de traitement.....	30	B.N.
- Equipement Sodaica Casamance	150	B.N.
- Equipements autres.....	20	B.N.
- Aménagement Casamance		
- Nyassia et Guidel.....	120	FED
- Bignona.....	160	Aide extérieure
- Aménagements Bao-Bolon.....	240	Aide extérieure
- " Bas-Saloum.....	200	Aide extérieure
- " Delta (SAED).....	650	B.N. = 100, FAC = 550
- " O.A.V.....	50	B.N.
- "Demet, Nianga.....	500	Aide extérieure
- Canne à sucre.....	1.000	Aide extérieure(prêt)
- Rectification Taouey.....	650	Aide extérieure
- Action conton (C.F.D.T.)....	314	B.N. = 50, FED = 264
- Casiers pilotes de cultures maraîchères (Niayes).....	100	Aide extérieure
- Projet bananes et ananas Casamance.....	200	B.N.=100, Aide ext. =
- Projet USAID en Casamance...	278	U.S.A.I.D.
- Bâtiments et véhicules(services	28	B.N.
Total 2éme tranche..... (au lieu de 13.572 millions prévus au Plan) dont financement interne..... 4.827 Aide extérieure..... 6.487	11314	
Soit pour l'ensemble des 2 tranches	46632	
Financement interne... 7.853 Aide extérieure..... 8.779 (au lieu de 22.644 millions prévus initialement		

Tight binding, text missing in gutter of book.

C'est à ce niveau qu'il convient d'arrêter les prévisions d'engagement des actions dans les limites du 2ème Plan, sous réserve, il faut le souligner à nouveau, que la recherche des financements sur aide extérieure en ce qui concerne les aménagements hydro-agricoles s'avère positive.

Tight binding, text missing in gutter of book.

2.3 - Secteur Elevage

Le développement dans ce secteur reste tributrire d'une part de l'augmentation de la production liée à des actions sur le milieu et l'animal, d'autre part de l'amélioration ou de la création de circuits rémunérateurs.

a) l'action viande (bovins, ovins et caprins) comporte la réalisation d'aménagementsde base parmi lesquels il faut citer :

- le ranch de Doli qui doit démarrer courant 1967 sur une unité pilote. Il est nécessaire de prévoir des fonds de roulement indispensables au lancement de l'opération, doit 95 millions destinés en particulier à l'achat du troupeau ;
- la zone sylvo pastorale de Gollevel, où les études pour la création d'un centre de vie sont en cours. Il est permis d'escompter une mise en oeuvre dans un délai d'un an ;
- les neufs forages dans la région dite "forêt classée des 6 forages" au Sud de Podor. Une convention FAC de 245 millions a été signée le lancement de l'appel d'offres est en cours et cette opération pourra être achevée, sauf retard imprévisible, dans les limites du 2ème Plan. Le déroulement de l'instruction surtout de ce projet déjà ancien a permis de constater combien les délais prévus pour le mener à bien avaient été sous-estimés. Ceci conduit à procéder à une révision des prévisions de réalisation des programmes de forages inscrits au 2ème Plan, dans le sens d'un large étalement ;
- Les parcs à vaccination et gîtes d'étapes qui faisaient l'objet d'un projet d'un montént de 240 millions soumis au FED et qui a reçu un accord de principe de celui-ci. Des renseignements complémentaires doivent cependent être rassemblés pour donner satisfaction au FED et lui être transmis courant juin 1967. De ce fait on peut escompter, si aucune autre objection n'est soulevée, un démarrage des travaux sur le terrain en juin 1968. La durée de réalisation doit être estimée à un an au minimun ;
- la protection des pâturages, action conduite sur fonds de l'Etat a subi un ralentissement pour des raisons budgétaires. Il serait nécessaire que les travaux annuels soient repris au rythme prévu (40 à 50 millions par an), mais il ne semble pas que cette éventualité puisse être respectée ;

./.

Tight binding, text missing in gutter of book.

- Les centres de dressage des boeufs, dont le financement est acquis sur FED, aide à la production, pour un montant de 180 millions dont 37 millions d'infrastructures pourront fonctionner en 1967. Le programme qui comporte outre les frais de dressage, la fourniture de matériel et de produits de protection sanitaire (médicaments, drogues, compléments minéraux et vitaminiques) sera réalisé suivant le rythme prévu ;

L'opération fenaison a été réévaluée à 35 millions. Elle bénéficiera d'une aide des Nations Unies dans le cadre du programme alimentaire mondial (PAM) répartie en cinq tranches annuelles dont trois au-delà de la durée du 2ème Plan ;

L'opération assainissement des Niayes n'a pu être entreprise jusqu'ici faute de crédits.

b) La commercialisation de la viande pose deux sortes de problèmes relatifs à l'abattage et à la conservation et étroitement liés.

Il était prévu :

- d'une part :

- la réalisation de quatre complexes régionaux d'abattage à Saint-Louis, Thiès, Diourbel et Louga pour un montant de 241 millions. Une convention signée avec le FED permettra de réaliser une première tranche évaluée à 100 millions (Thiès et Saint-Louis). L'examen des résultats conditionnera le démarrage de la 2ème tranche qui, de ce fait, devra être étalée sur le 3ème Plan.

La réalisation de réparations urgentes à l'abattoir de Dakar, dont la gestion est confiée à la SERAS, sur fonds municipaux (31 millions en emprunt).

- d'autre part :

L'équipement frigorifique du territoire basé sur :

La remise en état ou le remplacement de l'entrepôt frigorifique du port de Dakar, et la réalisation d'une chaîne du froid

Ces deux points ont fait l'objet de plusieurs missions du F.A.C. Le rapport attendu devrait permettre de prendre, en fonction de la

Tight binding, text missing in gutter of book.

politique retenue et des possibilités de recours à des aides extérieures, toutes les décisions qui s'imposent. En tout état de cause il semble qu'un étalement du programme soit inévitable.

c) La protection sanitaire du bétail, traditionnellement assurée sur le budget de l'Etat, a été renforcée par la mise en oeuvre de la campagne conjointe contre la peste bovine - projet financé par le FED, à concurrence de 67 millions - ce qui est en forte réduction par rapport aux prévisions (311 millions). Le budget national devra en assurer la contrepartie estimée à 20 millions.

d) L'action poursuivie pour le développement de la production laitière devait s'appuyer sur :

- la réalisation de quatre étables laitières pour un montant de 100 millions,
- et l'implantation de quatre centres de ramassage et de traitement du lait, estimés à 202 millions au total.

Il est vraisemblable qu'une première étable pourra être réalisée à Makhana, sur aide extérieure. D'autre part l'action lancée avec le concours de l'UNICEF, se concrétise actuellement par la mise en place du Centre laitier de Saint-Louis pour lequel une assistance technique en personnel a été acceptée par le F.A.C.
Il est possible qu'un 2éme centre (Kaolack) soit installé avant la fin du 2 éme plan, bien que l'accord du FED soit réservé pour l'instant.

e) autres actions

D'autres actions avaient été prévues dans les domaines suivants :

- aviculture, un projet d'un montant de 99 millions a été soumis à une aide extérieure mais aucune décision formelle n'a été prise à son sujet.

Les opérations suivantes :

porcins estmation.....	42 millions
cuirs et peaux.....	66 millions
équins et asins.....	12 millions
apiculture.....	65 millions

n'ont pu trouver de financement jusqu'ici.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Sur le plan formation des cadres il faut noter que l'internat de l'école des infirmiers vétérinaires de Saint-Louis auquel sera adjoint un centre de formation des préposés laitiers fait l'objet d'un projet repris au titre du Ministère de l'Enseignement Technique avec le concours de l'UNICEF. Le programme de réalisation dans le secteur de l'élevage, se présente donc comme suit :

Première tranche biennale (1965-66 et 1966-67)	Estimation du coût (en millions CFA)	Source de financement.
ch de Doli.....	190	B.N.
tres de dressage.....	14	FED.
ipements.....	49	B.N.
pagne conjointe de lutte e la peste bovine.....	37	FED.
heries.....	4	B.N.
x.....	2	B.N.
re de ramassage et de traite- du lait Saint-Louis.....	49	B.N.=29, UNICEF = 20
al 1ère tranche.....	345 Millions	
financement interne.....	274	
extérieure.....	71	
lieu de 2165 millions prévus initialement)		

uxième tranche biennale (967-68 et 1968-69)	estimation	(source de financement)
ch de Doli (achèvement de ipement et dotation au fonds bont.....	145	B.N. et/ou Aide Extérieure
ainissement des Niayes.....	20	B.N.
tres de vie de Gallayel (...des et ...n et travaux.....	66	Aide extérieure
raulique pastorale.....	245	FAC.
s à vaccination et gîtes pes.....	240	FED
tection des pâturages.....	50	B.N.
tres de dressage des boeufs	96	FED.

portant programme hydraulique humaine, rurale et pastorale engagé sur ts FED, d'un coût total de 1.010 millions, est comptabilisé au chapitre draulique humaine". Il faut noter qu'une importante fraction de ce ramme concerne l'hydraulique rurale ou pastorale (environ 15 forages- d'une valeur environ 400 millions).

Tight binding, text missing in gutter of book.

tillage de fenaison.....	18	B.N. = 6, Aide ext.(PAM) =
mplexes régionaux d'abattage.....	100	Aide extérieure
attoirs de Dakar (engagement).....	31	Emprunt bancaire
aine du froid (engagement).....	300	Aide extérieure
repôt frigorifique du port (engage- ment).....	300	-
s d'embarquement et de débarque-	30	B.N.
mpagne conjointe de lutte contre e bovine.....	35	FED
able laitière (Makhana).....	25	Aide extérieure
ntres de ramassage et de traitement lait (Saint-Louis- Kaolack).....	50	"
ciculture.....	99	" "
reide.....	5	B.N.
uins et asins.....	5	B.N.
piculture.....	25	Aide extérieure
l deuxième tranche.....	1885	

(financement interne..... 292
(aide extérieure.....1 593

lieu de 2.145 millions prévus initialement)
pour l'ensemble des deux tranches biennales :
financement interne.. 566
aide extérieure 1.664
Total 2.230
lieu de 4.310 millions prévus initialement)

C'est à ce niveau que doivent être arrêtés les engagements prévisibles sur le 2ème plan. Le financement complémentaire correspondant aux objectifs fixés devra être recherché afin que la poursuite sur le 3ème plan des opérations déjà entamées se fasse sans nouveau retard. Les incertitudes relatives au calendrier des réalisations sur aide extérieure interdisent une plus grande précision dans le calendrier d'exécution.

Tight binding, text missing in gutter of book.

- 4 - Secteur Forêts et Pêche fluviale

titre des opérations forestières, il faut noter que :

Les opérations teck et gmélina en Casamance sont en cours d'exécution
our financement budget national (30 millions) et F.A.C. (60 Millions).

Les plantations du Delta dont le démarrage était prévu en 1967, devront
tre reportées car une nouvelle année d'expérimentation s'avère
cessaire.

Les trois opérations protection des Niayes, aménagement des peuple-
nts naturels et semaines forestières ont pû être conduites comme
vu sur ressources nationales.

Les deux opérations cadde et darcassou ont été engagées sur budget
tional.
évues au titre du programme FED d'aide à la production, elles entre-
nt dans la phase de réalisation proprement dite en 1967.

programme de réalisation est le suivant :

millions de francs cfa

ère tranche biennale 6 et 1966-67)	Estimation du coût	Source de de financement
fluviale	10	B.N.
t gmélina	10	B.N.
tions du Delta	2	B.N.
ements de peuplements naturels	24	B.N.
tion des Niayes	31	B.N.
	19	B.N.
sou	31	B.N.
es forestières	36	B.N.
National du Niokolokoba	33	B.N.
hann	5	B.B.
nts et véhicules	32	B.N.
1ère tranche	203 millions	

de 304 millions prévus initialement)

Tight binding, text missing in gutter of book.

millions de francs cfa

...ième tranche biennale ...967-68 et 1968-69)	estimation du coût	Source de financement
...e fluviale	14	B.N.
... et gmélina	80	B.N. 20 FAC 60
...ations du Delta	78	B.N. et/ou Aide
...agements des peuplements naturels	24	B.N. extérieure
...ection des Niayes	31	B.N.
... et darcassou	79	E.E.D.
...ines forestières	36	B.N.
... national du Niokolokoba	3	B.N.
... de bann	5	B.N.
... 2ème tranche	350	
... (financement interne	151	
... (aide extérieure	199	
...lieu de 514 millions prévus initialement)		

...pour l'ensemble des deux tranches biennales

...ncement interne	354
... extérieure	199
Total	553

...lieu de 818 millions prévus au plan).

Tight binding, text missing in gutter or book.

2.5 - Secteur Pêches Maritimes

Le problème dominant dans ce secteur est celui de la création d'un armement sénégalais bien adapté aux condtions locales et susceptible d'approvisionner les différents marchés du poisson.

Pour la pêche cordière qui, traditionnellement, utilise la pirogue, il s'agit :
- d'une part d'améliorer cet engin en particulier par la généralisation du moteur,
- d'autre part de construire des bateaux dotés d'une capacité et d'un rayon d'action plus étendus.

Ce nouveau type de bateau, le "cordier", est construit sur les chantiers sénégalais et donne satisfaction encore qu'il semble pouvoir être amélioré sensiblement. Il conviendra surtout de le doter d'un appui logistique faisant défaut actuellement (service d'entretien, organisme de gestion) et éventuellement d'un nouveau port plus proche des lieux de pêche (Saint-Louis).

Les deux engins, pirogue et cordier restent complémentaires, leur utilisation répond à des fins différentes et leur développement doit se faire de façon harmonieuse.

Le traitement du poisson est réalisé suivant les méthodes traditionnelles améliorées (claies de séchage, aires de guedj, ateliers de métors).

Le déroulement du programme "pêche cordière" se poursuit comme prévu.

La pêche sardinière s'appuie sur la mise en oeuvre de bateaux spécialement conçus. En effet, s'il ne peut être question d'éliminer la production artisanale qui fait vivre de nombreuses familles de pêcheurs, il ne fait pas de doute que l'importance du marché justifie la création d'une flotille nationale appuyée sur un organisme de gestion bien adapté. Le comptoir d'exportation du poisson a un rôle primordial à jouer dans ce domaine.

Tight binding, text missing in gutter of book.

La réalisation de l'armement sardinier se poursuit normalement mais un retard dans la mise en place de l'usine de pilchard prévue à Joal est à déplorer.

La pêche chalutière repose elle aussi sur l'utilisation d'unités mieux adaptées aux conditions nouvelles, c'est-à-dire possèdant une capacité et un rayon d'action supérieurs et dotés d'un équipement froid convenable. Ce secteur semble accuser actuellement un certain retard.

La pêche thonière reste un élément essentiel de la pêche sénégalaise. Son développement revêt un caractère pribritaire pour l'économie sénégalaise, ce qui justifie le rôle important de la SONEPI qui s'attache actuellement à réaliser un armement national puissant et moderne.

Le programme initial a dû être remanié sensiblement tant dans la conception même des bateaux que dans leur nombre et le calendrier de réalisation.

C'est ainsi que le type "réfrigérateur" a été abandonné au profit du type "congélateur".
Aux cinq premiers congélateurs acquis sur prêt et subvention FAC vont venir s'ajouter :
- dix thoniers prévus sur prêt soviétique et dont la livraison débutera fin 1968 (montant 900 millions), la fourniture des moteurs français devant équiper ces bateaux étant prévue par ailleurs (montant 330 millions), sur subvention et prêt français.
- quatre thoniers sur aide française dont le premier pourrait être livré vers le mi-1968 et qui constitueraient une tranche intérimaire d'un montant d'environ 640 millions.

Le sénégal disposerait ainsi en 1970 de dix neuf bateaux ce qui lui permettrait de maintenir une production de 12.000 T (base poisson frais) de conserves tout en développant la production de congelé qui offre un marché plus favorable.

./.

Tight binding, text missing in gutter of book.

L'effort financier public dans l' quipement de pêche porte :

1°- sur des installations et équipements publics (installations du service des pêches, équipement en bateaux de la SOSAP, société publique).

2°- sur des équipements (embarcations et moteurs) des pêcheurs traditionnels avec prise en charge totale ou presque totale du financement initial (subventions B.N. et prêts B.N.D.S.)

3°- sur des équipements d'Armateurs privés. Dans ce cas l'intervention publique est limit'e à la subvention gouvernementale (pêche sardinière et chalutière).

Le programme de réalisation du "secteur pêches" doit donc être révisé comme suit :

millions de francs cfa

remière tranche biennale 66 et 1966-67)	: Estimation du coût	: Source de financement
e cordière		
tiers de constructions	10	B.N.
es de séchage	9	B.N.
s de guedj	15	B.N.
iers de métora	18	B.N.
tiers de démonstration	12	B.N.
rcations	12	B.N.
sardinière embarcations	5	B.N.
chalutière - matériel de tionnement	2	B.N.
thonière de cinq congélateurs français	455 dont	(SOSAP.....100 (Crédits fournisseurs..... 80 (FAC (et C.C.C.E...275
agents techniques Thiaroye exe thon. (études)	12 10	B.N. prêt soviétique
remière tranche	560	
inancement externe	205	
térieurs et crédits fournisseurs	355	

a de 201+ millions prévus initialement)

Tight binding, text missing in gutter of book.

B - Deuxième tranche biennale (1967-68 et 1968-69)

- Pêche cordière

- claies de séchage	9	B.N.
- aires de Guedj	9	B.N.
- ateliers de métora	20	FED
- chantiers de démonstration	6	B.N.
- embacartions et engins	50	BN et prêts bancaires
- Pêche sardinière	12	B.N.
- Pêche chalutière		
- embacartions	61	B.N.
- Pêche thonière		
- achat de dix congélateurs soviétiques	900	Prêt soviétique
- achat de moteur et d'équipement pour ces dix bateaux	330	FAC
- achat de quatre congélateurs français	640	FAC et CCCE
Total Deuxième Tranch	2037	
dont financement interne	107	
aide extérieure	1930	

Ce qui représente pour l'ensemble des deux branches biennales :

financement interne	312
aide extérieure	2 285
TOTAL	2,597 millions en interventions publiques.

- Enveloppes prévisionnelles des subventions de l'Etat à l'armement (programmes non encore définis).

Tight binding, text missing in gutter of book.

Investissements administratifs d'installation de C.E.R. C.A.R. et de l'ONCAD (ex-CRAD)

Les importants programmes de construction de C.E.R. et C.A.R. prévus sur crédits F.E.D. sur le premier plan ont du être reportés et seront réalisés en 1968.

Les équipements de production des coopératives et de l'ONCAD (ex-C.R.A.D. jusqu'en 1966) effectivement réalisés ont été conformes dans l'ensemble aux prévisions. Il s'agit principalement du renouvellement du matériel de collecte.

Les prévisions dans l'ensemble doivent être ajustées comme suit :

millions de frans cfa

ère tranche biennale	Montant	Source
C.A.R.		
ion, études	50	B.N.
es	100	(dont B.N. 35 (aide extérieure 65 (estimation)
.A.D.		
.R.A.D. et Coopération)		
éhicules	24	B.N.
Renouvellement d'équipement et constructions	276	Budgets C.R...D.
Première tranche biennale	450	

Tight binding, text missing in gutter of book.

.../...

Millions en francs CFA.

La Deuxième Tranche Biennale.	Montant	Source
C.E.R. - C.A.R.		
Formation - Etudes;	20	B.N.
Véhicules	10	B.N.
Constructions	990	F.E.D.
- O.N.C.A.D.		
Renouvellement d'équipements et construction hangars à semences	200	Budget O.N.C.A.D. et FED(II?millions)
TOTAL Deuxième Tranche	I.220	

TOTAL GENERAL pour les quatre années du plan I.670 millions

(au lieu de I.640 millions prévus initialement)

dont ressources internes : 615

et aide extérieure : I.055

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Récapitulation des prévisions ajustées des interventions publiques dans le secteur rural.

Sous Secteurs	Ière tranche (1965 - 67)	2ème tranche 1967 - 69	T O T A L
Agriculture	5.318	II.3I4	I6.632.
Elevage.....	345	I.885	2.230
Pêche maritime.....	560	2.037	2.597
Forêts et Pêche fluviale....	203	350	553
CER , CAR + CNCAD.....	450	I.220	I.670
TOTAL ENSEMBLE DU SECTEUR.....	6.876	I6.806	23.682
RAPPEL DES PREVISIONS INITIALES.....	I4.447	I8.664	33.III

Certaines opérations dont l'engagement est prévu sur la deuxième tranche du plan déborderont sur le troisième plan.Il est impossible de préciser d'une manière définitive le calendrier d'une partie des actions dont le financement est prévu sur aide extérieure .En fait, on peut espérer voir engager au maximun, sur la période quadriennale, pour environ une vingtaine de miliards d'actions sur interventions publiques, dans le secteur rural, en tenant compte de la distribution des engrais (subventions et crédits publics) et d'autres à court terme (semences sélectionnées , encadrement SATEC et CFDT) .

On constate donc , par rapport aux prévisions initiales un retard très important sur la Ière tranche biennale du plan , qui devrait être en partie rattrapé au cours de la 2ème tranche biennale.En se basant sur environ 20 miliards d'engagements effectifs prévisibles , le retard par rapport aux prévisions initiales du plan serait de l'ordre de 38 %. Force est de constater qu'une révision des méthodes est nécessaire .Il est certain que tant que l'on ne parviendra pas à obtenir des aides extérieures des méthodes d'instruction des dossiers et des prises de décisions plus rapides il sera très difficile de procéder à une programmation correcte des opérations et à leur coordination .

Tight binding, text missing in gutter of book.

/...

En outre des prises de décision portant sur des tranches réduites
projets compliquent la planification alors que des engagements à moyen ter-
sont généralement indispensables dans le secteur rural.

Tant d'aléas r et d'incertitudes posent notamment de difficiles
problèmes dans la programmation de l'encadrement et de la formation rurale.

Une amélioration sera recherchée par le recours accru à la colla-
boration de spécialistes des organismes extérieurs de financement pour l'élabo-
ration ou le perfectionnement des dossiers de projets, ce qui permettra d'obte-
nir une meilleure adaptation à des procédures et des critères qui varient sen-
siblement .

Tight binding, text missing in gutter of book.

43 C

Production rurale (récapitulation)

Investissements pour la période quadriennale

millions de francs CFA.

	Ière tranche biennale(65-67)		2ème tranche biennale(67-69)		TOTAL	
	Plan initial	Plan ajusté	Plan initial	Plan ajusté	Plan initial	Plan ajusté
- Agriculture.....	9.072	5.3I8	I3.572	II.3I4	22.644	I6.632
- Elevage.....	2.I65	345	2.I45	I.885	4.3I0	2.230
- Forêts, pêche Fluviale...	304	203	5I4	350	8I8	553
- Pêche maritime.....	2.0I4	560	I.685	2.037	3.699	2.597
- Encadrement rural (CER, CAR , ONCAD)	892	450	748	I.220	I.640	I.670
TOTAL.....	I4.447	6876	I8.664	I6.806	33.III	23.682.

Tight binding, text missing in gutter of book.

Chapitre 3

LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Tight binding, text missing in gutter of book.

hapitre 3 - INFRASTRUCTURE DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

3 - L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE

A - PREMIERE TRANCHE BIENNALE 1965/1967

Les opérations suivantes ont été réalisées :

millions de francs CFA

OPERATIONS		Estimation du coût (en millions)	Source de financement
eport du premier plan			BN
Route Sokhone-Karang (bitumée)	40 km	280	BN (Fonds Routier
Chaussée de Tobor (en partie bitumée)	8 km		
Kolda-Tanaff (en terre)	70 Km	1 400	F.E.D.
Djendé-Diana Malary (en terre)	51 Km		
Kolda-Kounkané-Vélingara -	128 Km		
Pont de Kolda			
TOTAL ...		1 680	
Etudes de projets :			
hone-Guinguinéo-M'Boss		4	B.N. "
méla-N'Dangane-Djiffère		5,4	(Fonds Routier
utes de desserte des 30 000 Ha		12	
toroute Dakar-Rufisque		5	"
irie nouvelle du Cap-Vert		2	"
rrefours et échangeurs du Cap-Vert		4	"
stes améliorées de la Région de Thiès		1,6	"
ssas-Kaolack		5	"
oufaye - Badi - Simenti		10	"
TOTAL		49	

Tight binding, text missing in gutter of book.

Ce programme d'études a été doté de 40 millions sur les Fonds Routiers 1965/66 et 66/67. 10 millions sont à prévoir sur le Fonds Routier 1967/68.

Routes neuves :

Le programme de constructions routières a subi quelques modifications pour la première tranche biennale 1965/67. Les projets suivants ont été réalisés :

millions de francs CFA

Opérations	Estimation du coût	Source de Financement
- bitumage route Dagana.....	250	Fonds Routiers (B.N.)
- 1ère tranche N'Diayène-N'Dioum.....	75	"
- achèvement Touba-Dara.....	45	"
- bretelle N'Doulo.....	8	"
- desserte aérodrome Sénégal-Oriental..	90	"
- piste du Delta.....	80,5	"
T O T A L	548,5	

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

- RENFORCEMENT ET REVETEMENTS:

Les opérations suivantes ont été réalisées, ou engagées:

millions de Francs CFA.

OPERATIONS	estimation du coût	Source de Financement
- Renforcements et revêtements:		
- Elargissement Thiès- Touba.....	I50	Fonds Routier
- Renforcement Thiès- Touba.....	I20	" "
- Renforcement Transgambienne.....	293	" "
- Renforcement Guéoul-Sakal.....	208,5	" "
- Renforcement traversée Diourbel.....	I0	" "
- Renforcement Sorties Kaolack.....	25	" "
TOTAL.....	806,5	
5 - Programme routier du Cap-Vert.		
- Elargissement ancienne route de Rufisque	85	Fonds routiers
- Aménagement carrefour Pikine.....	I0	" "
TOTAL	95.	
6- Autres opérations		
- Matériel routier.....	I50	FAC
- Camions citernes et pompes.....	32	FAC
TOTAL.....	I82	

TOTAL Première tranche biennale: 3 36I millions

Tight binding, text missing in gutter of book.

D - DEUXIEME TRANCHE BIENNALE 1967/1969

Le programme suivant a été retenu :

millions de francs CFA

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de Financement
1 - Routes neuves		
- Routes du Diéri :		
Dagana - N'Dioum	175	
N'Dioum - Matam	1 200	FED
- Route Tambacounda-Mako ..... (ouvrages d'art)	440	Aide extérieure et Fonds Routier
TOTAL	1 815	
2 - Routes de production :		
- Bretelles de Malème-Hodar (80 km)	130	Aide extérieure et Fonds Routie
Malème-Delbi		
Diankè Souf-N'Diobène		
Kounar-Dioum Guennt		
Malème-Paté-Tiangaye		
- Bretelles de Khoungheul (94 km)	325	Aide extérieure et Fonds Routier
Khoungheul-Lour		
Koungheul-Maka Gouye		
Lour-Ribo		
Lour-Guenté Paté		
Koussanar- Maka (39 km)	90	Aide Ex.
N'Ganda-Kaffrine (35 Km)	93	"
Colobane - Sadio (24 Km)	55	"
Sokhone Nioro d- Rip (73 Km)	340	"
N'Doffane - Mabo (31 Km)	155	"
Diogo-Loumpoul (22 Km)	225	"
Louga-Léona-Potou ...(33 km)	240	"
TOTAL	1 653	

Tight binding, text missing in gutter of book.

Le programme des routes de production représente 431 Km de bretelles arachidières et maraîchères qui seront réalisées, selon les conditions techniques et économiques, en terre stabilisées, en piste améliorée, ou en chaussée bitumée. Le programme fait l'objet de négociations avec une source de financement extérieure . On peut prévoir que sa réalisation se trouvera engagée dans les deux dernières années du 2 ème Plan , et qu'elle se prolongera dans le cadre du 3ème plan.

1/- Pistes améliorées :

Des projets de pistes améliorées, prévus au plan, ne font pas partie du programme précédent, qui concerne la zone arachidière et maraîchere. Ce sont les projets de routes suivants :

millions de francs cfa

Opérations	Estimation du coût	Source de financement
- Bretelles de Fodor.....	200	aide extérieure
- Pistes du Delta.....	124	Fonds routier (R.N.)

2/- Programme routier du Cap Vert :

Le montant des opérations qui restent à effectuer selon les prévisions du 2ème Plan , s'élève à 672 millions .

Ce programme devra être revu en fonction des priorités retenues par le schéma directeur .

On prévoit une enveloppe de 200 millions sur le Fonds routier 67 /68 , et de 250 millions sur le Fonds routier 68/ 69.

../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

s/ - Autres Opérations:

millions en francs CFA.

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
- Bacs: Podor, Matam, Boghé	60	Fonds routier
- Ponts: Bafla, Diouloulou	183	Aide Extérieure

TOTAL GENERAL 2ème tranche biennale: 4 485 millions -

C - Le reste du programme devra être envisagé en deuxième priorité et étalé sur le 3ème Plan. Il s'agit des routes suivantes :

millions en francs CFA.

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
1/- Route Malème-Hoder-Koungheul (bitumage)	240	Fonds routier
- Route Tambacounda -Guinée (création)	400	Aide extérieure
2/- Pistes améliorées		
- Bretelles de Casamance....	188	Fonds routier
- Kahone- M'Bos	60	"
- Sadios- Gassane.....	60	"
- Fumela-Djiffère.....	72	"
- Région de Thiès.....	60	"
3/ - Renforcements et revêtements :		
- Saint-Louis - Rosso.....	68	"
- Gossas-Kaolack.....	300	"
4/. Programme routier au Cap-Vert	222	"

../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

Une partie du programme routier du Cap-Vert sera étalée, pour le montant indiqué de 222 millions , compte tenu des priorités qui auront été préalablement dégagées par le schéma directeur .

Tight binding, text missing in gutter of book.

3-2 - CHEMIN DE FER.

A - Le programme d'investissements concernant les chemins de fer a fait l'objet d'un accord de financement avec la B.I.R.D.

Le programme retenu dans le cadre de cet accord reprend, avec quelques modifications de détail, les opérations inscrites au 2ème Plan Quadriennal-

Ces opérations sont les suivantes:

millions de Francs CFA.

- Renouvellement Khombole-Kaolack.....	I I20
- Doublement Dakar-Thiès et triage.....	I44
- Soudage et ballastage.....	350
- Locos CC 2400	380
- Locos BB I I00	I76
- Locos de manoeuvre et draisines	93
- Autorail , remorques	350
- Wagons de marchandises.....	300
- Matériel et équipement	265
- Consultants et imprévus.....	252
T O T A L 3 430	

Ce programme d'investissements sera financé de la façon suivante :

B.I.R.D. - A.I.D.	2 2I8
F A C	I32
Régie des Chemins de fer du Sénégal	I 080
T O T A L	3 430

Tight binding, text missing in gutter of book.

- Dans le cadre de la première tranche biennale 1965/67, la livraison de locomotives et de matériel d'équipement a déjà été assurée, et les appels d'offres lancés pour les opérations suivantes :

  - renouvellement Khombole-Kaolack
  - Doublement Dakar- Thiès
  - Soudage et ballastage, dont les travaux débuteront en juin 1967.

- L'ensemble du programme se poursuivra dans le cadre de la 2ème tranche biennale 1967/69.

- Programme complèmentaire d'équipement-

Ce programme complèmentaire concerne trois opérations que la Régie des Chemins de Fer se réserve de financer sur son budget de renouvellement, mais qui n'ont pas été considérée comme prioritaires.

Ces opérations pourraient être différées si les disponibilités de la Régie s'avéraient insuffisantes.

Ces opérations sont les suivantes :

millions de francs CFA.

- Renouvellement Louga- Dakar	315
- Travaux de bâtiments	175
- Transfert des installations de Dakar	415
- Imprévus	90
T O T A L.....	995

Tight binding - text missing in gutter of book.

3-3 PORTS ET VOIES NAVIGABLES .

A - PREMIERE TRANCHE BIENNALE I965 /67.

3-3. Programme d'équipement du Port de Dakar.

Un accord de financement a été conclu avec la B.IR.D. pour le programme d'équipement du port de Dakar- Le Contenu du programme retenu est le suivant :

millions de francs CFA.

OPERATIONS	FINANCEMENT		
	Prêt BIRD	Budget du port.	TOTAL
Prolongement môle 3 et rempiètement quai de rive bassin Est.....	304	221	525
Rempiètement quai de rive du bassin médian	I78	I29	307
Dragages.....	332	240	572
Service de consultants.	26,7	I9,3	46.
Divers.....	I48,7	I08,	256,7
TOTAL.....	989,4	7I7,3	I706,7

Dans le cadre de la première tranche biennale I965/67, ont été entrepris le prolongement du môle 3 et le rempiètement du quai de rive au bassin Est.-

...../....

Tight binding, text missing in gutter of book

Les crédits engagés sont les suivants:

	Estimation du coût	Source de financement
...gement môle 3 et rempiètement (	83	PORT
...l de rive bassin Est..... (	II5	BIRD
...ants..... (	2,7	PORT
(	3,8	BIRD
..... (	I5,3	PORT
	2I	BIRD
TOTAL.....	240,8	

2- Le Saloum et le port de Kaolack.

Un programme de dragages portant sur la passe d'entrée, les ...le du Saloumn et le port de Kaolack a été entrepris sur financement du ..., pour un montant de 295 millions- Ce programme de travaux doit s'ache... dernier trimestre I967-

...IEME TRANCHE BIENNALE I967/69-

1/ Programme d'équipement du port de Dakar:

Le financement du programme d'équipement du port e.t prévu ...suit.On notera que ce programme déborde le cadre du 2ème Plan,pour se ...uivre en I969/70.

millions de francs CFA.

OPERATIONS	I967/68		I968/ 69		I969/70		TOTAL
	PORT	BIRD	PORT	BIRD	PORT	BIRD	
...gement môle 3 et ...tement de quai de ... bassin Est	I08	I27	30	62	-	-	327
...tement quai de ... bassin médian	65	89	64	89	-	-	307
...ges.....	80	III	80	III	80	II0	572
...itants.....	7,9	I0,9	6,I	8,3	2,6	3,7	39,5
.....	45,7	59,4	32,3	48,2	I4,7	20,I	220,4
TOTAL.....	306,6	397,3	2I2,4	3I8,5	97,3	I33,8	I465,9

Tight binding, text missing in gutter of book.....

t de Saint-Louis:

L'étude du Port de Pêche est prévue, pour un montant de l'ordre
illions de FR CFA, sur aide extérieure.

du Saloum:

Le programme de dragages du Saloum sur crédits FED
fin 1967, pour le dragage des derniers seuils -

opérations suivantes n'ont pas été considérées com e prio-
et seront donc étalées sur le 3ème Plan:

t de Dakar. OPERATION	Estimation du coût	Source de financement
ngement vers l'Ouest du rempiète- t du quai de rive Bassin Ouest.....	I30	Ressources Nationales
ns et Batiments.....	I85	PORT
t de Saint-Louis:		
x d'aménagement du Port.....	96	Aide Extérieure
ages en Casamance: s et travaux.....	275	Aide Extérieure

Tight binding, text missing in gutter of book.

3.4. AERONAUTIQUE.

3.41. PREMIERE TRANCHE BIENNAL I965/67.

3.412. Les investissements réalisés analysés selon leur localisation géographique, se présentent comme suit:

3.4121. Région du Cap-Vert:

Il était prévu au Plan 427,5 millions d'investissements d'infrastructure et de superstructure pour l'aérodrome de Dakar-Yoff.

Une opération, non inscrite au Plan, concernant l'agrandissement du parking pour réacteur , a été engagée pour un montant de 35 millions.

Le programme se trouve ainsi modifié:

	Estimation du coût	Source de financement
-Allongement piste O.I. de 300m.....	232	Aide extérieure
- Parking réacteurs.....	35	B.N.
- Parking véhicules.....	27	B.N.
- Centre industriel-Hangar.....	50	Emprunt
- Superstructures.....	67	B.N.
- Casernement pompiers.....	50	B.N.
TOTAL.....	461	

- Les opérations suivantes ont été réalisées au cours de la Ière tranche biennale I965/67:

	Estimation du coût	Source de financement
- Parking réacteurs.....	35	B.N.
- Parking véhicules.....	27	B.N.
TOTAL.....	62	

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

A - 2 - Région de Casamance :

Le programme quadriennal était le suivant :

	Estimation du coût	Source de financement
-Aérodrome de Ziguinchor	33,5	B.N.
- Aérodrome de Kolda	8	"
-Aérodrome du Cap-Skiring	10	"
-Aérodrome de Bignona	51	"
-Aérodrome de Vélingara	15	"
TOTAL	117,5	

Au cours de la première tranche biennale 1965/67, l'opération suivante a été réalisée :

-Aérodrome de Kolda	8	B.N.

A - 3 - Région du Sénégal Oriental :

Les opérations prévues au 2ème Plan étaient les suivantes :

	Estimation du coût	Source de financement
-Aérodrome de Tambacounda	19	B.N.
-Aérodrome de Kédougou	25	"
-Aérodrome de Simenti	33	"
TOTAL	77	

Deux opérations ont été engagées au cours de la première tranche biennale 1965/67, à savoir :

	Estimation du coût	Source de financement
-Aérodrome de Tambacounda	9	B.N.
-Aérodrome de Kédougou	10	"
TOTAL	19	

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

A - 4 - Région du Fleuve

Une opération, non inscrite au plan, a été engagée pour un montant de 100 Millions, sur crédits FAC : il s'agit de l'allongement de la piste de l'aérodrome de Saint-Louis, dans le cadre de l'opération Carrefour d'Air Afrique.

L'opération concernant l'aérodrome de Matam sera introduite dans le cadre de la 2ème tranche biennale 1967/69 ; il s'agit essentiellement d'assurer la remise en état indispensable de la clôture de l'aérodrome.

Le programme quadriennale se trouve donc modifié comme suit :

	Estimation du coût	Source de financement
- Aérodrome de Saint-Louis.....	100	FAC
aérogare	10	Emprunt
bloc technique	13,5	B.N.
- Aérodrome de Podor	7	B.N.
- Aérodrome de Matam	3	B.N.
TOTAL	133,5	

L'opération concernant l'aérodrome de Saint-Louis (allongement de la piste), a été engagée au cours de la première tranche biennale 1965/67.

- L'ensemble des crédits ouverts sur budget national, au titre de l'aérodromautique, pour la première tranche biennale 1965/67, s'élève à 89 Millions de Frs CFA.

B - DEUXIEME TRANCHE BIENNALE 1967/69 :

Les opérations suivantes seront considérées comme prioritaire dans le cadre de la deuxième tranche biennale 1967/69 :

I - Région du Cap-Vert :	Estimation du coût	Source de Financement
- Allongement de la piste 0.1 de 300 m	212	Aide extérieure
- Centre industriel- Hangar	50	Emprunt
TOTAL	262	

.../.....

Tight binding, text missing in gutter of book.

L'allongement de la piste de Dakar-Yoff prévu sur aide extérieure, demeure lié à la présentation d'un dossier justificatif.

Le cendre industriel d'Air Afrique doit être financé par un emprunt, dont le remboursement sera assuré par l'utilisateur

B - 2 - Région de Casamance :

Les opérations suivantes seront retenues en priorité :

	Estimation du coût	Source de financement
-Aérodrome de Bignona	20	B.N.
- Aérodrome de Vélingara	10	B.N.

B - 3 - Région du Sénégal Oriental :

Pour cette région, l'opération suivante sera retenue de manière prioritaire :

	Estimation du coût	Source de financement
-Aérodrome de Simenti	31	B/N

B-4 - Région du Fleuve :

L'opération concernant l'allongement de la piste de Saint-Louis s'achèvera dans le cadre de la deuxième tranche biennale du plan. L'aménagement de l'aérogare doit être financé sur emprunt de l'ASECNA.

Une opération, non prévue au Plan, concernant la clôture de l'aérodrome de Matam, sera également inscrite en priorité.:

	Estimation du coût	Source de Financement
-Allongement de la piste de Saint-Louis	100	F.C
- Aménagement de l'aérogare	10	Emprunt
-Aérodrome de Matam	3	B.N
TOTAL	113	

B- 5 - Opérations inter-régionales :

Il était prévu au Plan 45 Millions d'investissements pour les opérations inter-régionales concernant essentiellement l'équipement électrique et radio-électrique des aérodromes -Aucun crédit n'a pu être engagé à ce chapitre.

Pour la deuxième tranche biennale 1967/69, on prévoira en priorité les crédits suivants :

	Estimation du coût	Sourcre de financement

Tight binding, text missing in gutter of book.

L'ensemble des opérations ajustées, en matière d'aéronautique, se présente comme suit pour la deuxième tranche biennale du plan 1967/1969 :

en Millions de Frs CFA

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
Région du Cap-Vert	212	Aide extérieure
	50	Emprunt
Région de Casamance	30	B.N.
Région du Sénégal Oriental	31	B.N.
Région du Fleuve	100	F.C.
	10	Emprunt
	3	B.N.
Opérations inter-régionales	30	B.N.
TOTAL	466	

C - Les opérations suivantes, considérées comme non prioritaires devront être étalées sur le 3ème Plan :

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
Aérodrome de Dakar-Yoff	7	
- Superstructures	67	B.N.
- Casernement de pompiers	50	B.N.
-Région de Casamance :		
- Aérodrome de Ziguinchor	33,5	B.N.
- Aérodrome du Cap Skiring	10	B.N
-Région du Sénégal Oriental :		
- Aérodrome de Tambacounda	10	B.N.
- Aérodrome de Kédougou	15	B.N.
-Région du Fleuve		
- Aérodrome de Podor	7	B.N.
- Aérodrome de St-Louis (bloc-technique)	13,5	"
- Opérations inter-régionales	15	"
TOTAL	221	

Tight binding, text missing in gutter of book.

5 - POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Le programme quadriennal d'équipement concernant les postes et télécommunications se présentait comme suit :

millions de Francs C.F.A.

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
- Etudes Générales	10	OPT
- Programme automatisation	597	OPT + FAC
- Liaisons inter-urbaines	795	OPT + B.N.
- Autres installations	292	OPT + B.N.
- Bâtiments, matériels et véhicules	502	OPT
TOTAL	2.190	

A - PREMIERE TRANCHE BIENNALE 1967/67 :

1 - Etudes générales

Les études générales prévues sur fonds de l'Office des Postes et Télécommunications ont été financées comme suit :

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
- Etudes générales	11	FAC
	2	OPT
TOTAL	13	

2 - PROGRAMME D'AUTOMATISATION

Le programme suivant d'automatisation a été entrepris :

en millions de Francs CFA

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
- Autocommutateurs	315	FAC
- Réseaux	66	OPT
- Abonnés	10	FAC
TOTAL	397	

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

3 - Liaisons inter-urbaines

Le programme de liaisons inter-urbaines réalisé pendant la première tranche biennale 1965/67, se présente comme suit :

Millions de Francs CFA

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
. Liaisons inter-urbaines d'intéret national		
Dakar - Thiès	2,5	OPT
Amélioration lignes existantes	31	OPT
Equipement en transmission	1	OPT
Liaisons inter-urbaines	16	B.N.
d'intérêt local	1	OPT
TOTAL	78,5	

4 - Autres installations.

Les réalisations de la première tranche biennale 1965/67 sont les suivantes :

en Millions de Francs CFA

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
. Centres radio-électriques	5	OPT
Liaisons internationales	5	OPT
	22	B.N.
Installations d'énergie	4	OPT
. Centre télégraphique	27	OPT
. Matériel de mesure et de contrôle	5	OPT
TOTAL	63	

Tight binding, text missing in gutter of book.

- Bâtiments, matériels et véhicules

Les opérations suivantes ont été réalisées :

en Millions de Francs CFA

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
. Bâtiments neufs :		
DAKAR	44	OPT
Régions	38	
. Renouvellement ou déplacement :		
Dakar	12	"
Cap-Vert (Bargny)	11,5	"
Régions	2,5	
. Agrandissement et aménagement :		
Dakar	3,5	
Cap-Vert	0,5	
Régions	11	
Dagana	2	
. Logements :	5	
. Matériel et équipement	38	
. Véhicules	22	
TOTAL	190	

Le total des crédits ouverts au titre de la première tranche biennale s'élève à 741 Millions.

- DEUXIEME TRANCHE BIENNALE 1967/69

Les opérations suivantes sont à prévoir pour la deuxième tranche biennale. Leur réalisation est liée essentiellement aux possibilités d'autofinancement de l'Office des Postes et Télécommunications, qui seront déterminées par l'évolution de ses recettes. Le programme suivant est donc indicatif :

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

en millions de Francs C.F.A.

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
1 - Programme automatisation	100	OPT
2 - Liaisons inter-urbaines	150	OPT
3 - Autres installations	140 10	OPT B.N.
4 - Bâtiments matériels, et véhicules	20	OPT
TOTAL	420	

Les possibilités de recours à l'emprunt étant actuellement très limitées pour l'OPT, les investissements seront donc essentiellement réalisés sur fonds propres de l'Office.

Le programme d'équipement défini dans le 2ème Plan constituait un programme maximun - L'établissement en cours d'un programme général de développement à long terme des télécommunications au Sénégal, permettra de mieux définir l'ordre de priorité des opérations à entreprendre - L'étude de rentabilité des investissements envisagés facilitera par ailleurs la recherche de financement extérieurs.

.../.....

INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATIONS

En Millions de Francs C.F.A.

OPERATIONS	1ère tranche (1965-66 et 1966-67		2ème tranche (1967-68 et 1968-69		TOTAL	
	Plan initial	Plan ajusté	Plan initial	Plan ajusté	Plan initial	Plan ajusté
Réseau routier	4.505	3.361	3.260	4.485	7.765	7.845
Voies ferrées	2.182	300	2.157	3.130	4.339	3.430
Ports	1.429	535	1.132	1.245	2.561	1.780
Aéronautique	196	89	510	466	706	555
Postes et télécommunications	903	741	1.293	420	2.196	1.161
TOTAL	9.215	5.026	8.352	9.746	17.567	14.772

C H A P I T R E 4

ENSEIGNEMENT - CULTURE - INFORMATION

Tight binding, text missing in gutter of book.

- ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

La scolarisation primaire.

Les statistiques scolaires publiées par le Ministère de l'Education Nationale permettent de préciser comme suit les indications figurant au paragraphe 4.11.1. du document initial au plan pour l'année scolaire 1965-66 qui constitue la première année du Plan.

	Nombre d'écoles ouvertes	Nombre de classes	Nombre d'élèves
Enseignement primaire publics	1.048	4.201	190.113
Enseignement primaire privé	167	1.103	28.682
T O T A L	1.215	5.304	218.795

En 1966-1967, le nombre d'élèves admis dans les établissements scolaires publics d'enseignement primaire est passé à 200.513. Au total les effectifs (publics et privés) sont de l'ordre de 230.000 élèves.

En ce qui concerne l'enseignem nt primaire public le rythme annuel d'accroissement des effectifs doit être réévalué à un niveau de 10.000 élèves et celui de l'enseignement primaire privé à 1.500 élèves soit au total une moyenne de 11.500 élèves par an, au lieu de 14.500 à 15.000 annuellement dans les prévisions primitives.

Cet ajustement a deux causes:

- l'insuffisance des disponibilités sur le budget national, pour faire face aux dépenses de construction et surtout aux charges récurrentes.
- les retards dans la réalisation des programmes de constructions scolaires engagés sur aide extérieure et notamment dans l'exécution du premier.

Les statistiques pour l'enseignement privé ne sont pas encore disponibles.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

programme FED et du dernier programme FAC négociés au cours du premier Plan. Alors que l'achèvement complet était prévu de manière à permettre des entrées en service au plus tard en 1965/66, ce sont les deux premières années du Plan qui auront été nécessaires pour mener complètement à bien les deux programmes, soit au total 683 classes et 325 logements. La réalisation de ces programmes aura également mobilisé la totalité des dotations du budget national pour 1965/66 et 1966/67 soit 210 millions pour les constructions et 54 millions pour le matériel scolaire.

En outre les possibilités d'appel à des aides extérieures pour la réalisation de nouveaux programmes de construction de classes primaires sont beaucoup plus réduites que pour les enseignements secondaire, supérieur et technique. La négociation d'un nouveau programme sur aide extérieure a dû être repoussée compte tenu des retards constatés dans la bonne réalisation des derniers programmes financés. Le dépôt de ce dossier étant envisagé pour mi-1967, les délais d'instruction, d'études d'architecte, d'appel d'offres, d'approbation des marchés, de réalisation et de réception technique, conduisent dans la meilleure des hypothèses à n'envisager les mises en service des nouvelles classes de ce programme que pour la rentrée scolaire d'octobre 1970 (année scolaire 1970-71).

Le programme public de construction de classes primaires et de logements doit donc être révisé comme suit :

Au lieu de 1270 classes et 250 logements en quatre ans, cette évaluation comportant l'hypothèse (qui s'est révélée très optimiste) de l'achèvement d'environ la moitié du Ier programme FED dans les limites du 1er Plan (soit environ 200 classes et logements) il convient de prévoir la réalisation d'environ 1 575 classes et 475 logements en cinq ans selon le calendrier suivant :

A <u>Première tranche biennale</u>

1965-66 et 1966-67 : construction de 625 classes et de 325 logements de maîtres sur crédits FED, FAC et BN

B. <u>Deuxième tranche biennale</u>

1967-68 et 1968-69 : construction de 200 classes sur BN et engagement de la construction de 650 classes et de 150 logements sur aide extérieure (achèvement en 1969-70)

Sur budgets régionaux et communaux la construction d'une vingtaine de classes nouvelles par an constitue un objectif raisonnable, soit au total une centaine en cinq ans.

../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

Ce programme comporte la substitution totale de classes nouvelles aux abris provisoires dont le nombre était de 411 en 1965/66 et de 300 en 1966/67. Le rythme moyen d'ouverture de classes publiques nouvelles serait donc de 235 par an.

Les incertitudes du financement extérieur rendent impossible l'élaboration d'un calendrier plus précis tant pour l'exécution des programmes que pour les dépenses à engager.

Coûts de réalisation du programme révisé

(millions de Francs C.F.A.)

INTERNES	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	TOTAL
tionel	118	146	120	120	504
régionaux	20	20	20	20	80
TOTAL	138	166	140	140	584

EXTERIEURES	1964 / 1967	1968 / 1970 (engagements)	TOTAL (arrondi)
t 11-21-109 FED	1. 019,5	-	
ntion 22-C-64 FAC	110,0	-	
lles et les extéri-	-	800	
TOTAL	1. 129,5	880	1.930

Total général des engagements prévus sur la durée du IIème Plan : 2.514 millions, sur lesquels on peut escompter la réalisation effective d'équipements pour environ deux milliards.

../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

Charges récurrentes

En ce qui concerne le fonctionnement la charge s'établit à environ 500.000 Frs par classe et par an.

L'accroissement des charges pour l'Etat se situerait donc, sur la base de ces nouveaux programmes, à 150 millions annuellement environ.

412.- Le programme général de formation des maîtres

La priorité de cette action est confirmée.

Elle comportait la réalisation du programme suivant :

- création d'un bureau pédagogique à Dakar
- construction de dix inspections primaires dans les Régions
- création de trois écoles normales régionales dont deux dans les bâtiments nouveaux (Saint-Louis et Bambey) et la troisième à Kaolack dans l'ancien Lycée.
- transfert des Ecoles Normales de Sébikotane et de Rufisque dans les bâtiments de l'ex-base aérienne de Thiès.

A ce jour, seule cette dernière opération a été réalisée. Elle n'entraîne aucune formation supplémentaire de maîtres.

413.- CENTRE PEDAGOGIQUE

Le Plan prévoyait simplement la réalisation de deux bureaux pédagogiques (primaire et secondaire) pour environ 13 millions. Les services du FAC ont marqué leur intérêt pour une formule élargie qui engloberait d'une part toute la formation scolaire (enseignement général, enseignement technique, jeunesse et sports, radio-télévision scolaire) et qui d'autre part aurait vocation de recherche pédagogique et de prestation de services. Les négociations se poursuivent afin de déterminer les modalités de l'intervention.

Un investissement se situant entre 50 et 70 millions sur crédits FAC peut être prévu pour cette opération.

414. INSPECTIONS PRIMAIRES ET MEDICALES

Cette opération est liée à la précédente. Le FAC proposerait pour l'immédiat une action rattachée au Centre

../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

Pédagogique, la centralisation permettant une économie de moyens. Si cette formule était agréée il en résulterait certainement un allègement du programme de construction d'inspections primaires et médicales prévu au Plan pour 135 millions.

La construction sur aide extérieure de ces insepctions primaires est exclue sur la période quadriennale. Au surplus, les disponibilités sur le budget national sont trop réduites pour permettre l'engagement de ce projet au cours du deuxième plan. Sa réinscription sur le troisième plan doit donc être envisagée, l'intérêt du projet à moyen terme paraissant indiscutable.

Il serait donc nécessaire pour le moment de poursuivre les locations pour les inspections nouvelles créées, ou de rechercher des installations provisoires dans des locaux administratifs récupérés.

115.- CALENDRIER REVISE DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS RELATIFS A LA FORMATION DES MAITRES.

La seule nouvelle école normale régionale susceptible de fonctionner d'ici la fin du IIème Plan sera celle qui sera installée, sur budget national, à Kaolack, dans l'ancien Lycée. La construction d'une deuxième tranche de classes au nouveau Lycée est en effet acquise, ce qui devrait permettre de libérer les locaux de l'ancien Lycée pour la nouvelle E.N.R.

Par contre les deux E.N.R. de Bambey et Saint-Louis dont la construction a reçu l'accord de principe du FAC, ne seront en fonctionnement, au plus tôt, qu'en 1969-70, en raison des délais de la procédure.

Le calendrier des programmes doit donc être révisé comme suit :

A.- Première tranche biennale (1965/66 et 1966/67)

Transfert à Thiès des Ecoles Normales Nationales de garçons et de filles de Sébikotane et de Rufisque,

sur Budget National ..... 43 m

Tight binding, text missing in gutter of book.

B.- Deuxième tranche
(1967-68 et 1968-69). Aménagement d'une EN.R. à Kaolack dans l'ancien Lycée. (B.N. 55 m)

, construction de deux E.N.R. à Bambey et Saint-Louis

(sur aide extérieure ..... 330 m)

4.2.- ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

4.21.- La scolarisation dans l'enseignement secondaire

Les statistiques scolaires publiées par le Ministère de l'Education Nationale permettent de corriger comme suit les indications figurant au paragraphe 4.12.1 du document initial pour l'année scolaire 1965-66, première année du Plan.

	Nombre de classes ouvertes	Nombre d'élèves
remier cycle		
nseignement public	488	18. 002
nseignement privé	145	4. 207
TOTAL	633	22. 209
euxième cycle		
nseignement public	non indiqué	2. 888
nseignement privé	" "	304
TOTAL		3. 192
TOTAL GENERAL		26. 401

(Au lieu de 22.575 élèves mentionnées dans le Plan pri-
itif)

Cette précision étant apportée, les orientations générales ndiquées dans le plan demeurent valables. Les effectifs correspondent en 965-66 à 12 % des effectifs de l'enseignement primaire. Le simple main- en de ce taux, compte tenu des programmes de scolarisation dans enseignement portés en 1968-69 à 30.400 élèves (et non pas à 29.100 mme prévu au Plan). En fin de plan, c'est-à- dire pour la rentrée olaire 1969-70, l'effectif devrait être porté à 31.800.

Il est malheureusement douteux que l'on puisse attein- e cet objectif, en raison des retards constatés dans l'obtention des

../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

aides extérieures et en raison des limites des possibilités de financement national pour l'équipement et le fonctionnement.En raison de l'importance de l'enseignement secondaire pour la formation des cadres nationaux,il est indispensable de préparer dès maintenant un rattrapage sur le troisième Plan.En effet les délais considérables nécessités par la recherche des aides extérieures,la préparation l'instruction et la négociation des dossiers doivent davantage être pris en considération par la planification scolaire.Cela a conduit à engager dès à présent des négociations avec les sources de financement extérieures pour la création d'établissement nouveaux en anticipant sur l'élaboration des programmes de troisième Plan.

Seule cette méthode peut permettre d'éviter d'importantes distorsions en palliant les incovénients des lenteurs des procédures.

4.2. - Les programmes d'investissements revi és (millions de Francs CFA)

A/- La première tranche biennale d'exécution du Plan doit ainsi ajustée (1965-66 et 1966 -67).

1.(Aménagement du nouveau Lycée de Rufisque,
(Extension de l'internat du Lycée Faidherbe de Saint-Louis,
(Aménagement d'un C.E.G. à Saint-Louis,
(Installation d'un bureau pédagogique provisoire à Dakar,
par aménagement des ex-camps militaires de Rufisque,Thiès,et Saint-Louis et du camp Lat Dior de Dakar.....B.N.59
(dépenses d'équipement en matériel comprises)

2.Création de classes supplémentaires et de salles spécialisées dans un nouveau bâtiment du Lycée Van Vollenhoven à Dakar.....B.N 7

L'aide de l'extérieur sera recherchée pour cette réalisation, en complèment de l'effort sur Budget national,au cours de la deuxième tranche biennale.

3.Achèvement de bâtiment secondaires au Lycée Charles de Gaulle de Saint-Louis.....B.N. 85..

4.Construction et équipement de classes de C.EG.(extensions d'établissements),35 classes et 20 salles spécialisées..... BN 50

5.Equipement des Lycées..... BN 27

Tight binding, text missing in gutter of book.

...hèvement de la première tranche des Lycées de Dakar (jeunes filles) ...olack, et Thiès, sur crédits de l'USAID..... I27 millions

TOTAL..... 355 "

...- La deuxième tranche biennale (I967-I969 devient :

...- ...hèvement de la construction de classes aux Lycées de Kaolack, de ...kar (jeunes filles) et de Thiès, sur crédits de l'USAID,

estimation..... 200 "

Il faut noter que les trois nouveaux lycées ne seront pas com...ment terminés à l'issue de cette réalisation partielle de la deu...me tranche de travaux.

...- ...tensions de C.E.G. (nouvelles classes dans des établissements exis...ants sur B.N..... I00 "

...- ...gagement d'un programme de 20 C.E.G. nouveaux sur aide canadienne, ...réaliser en quatre ans à compter de I967, donc prévision de ...'achèvement d'une dizaine de C.E.G. dans les limites du deuxième Plan

estimation.....300 "

...- Construction du Lycée de Pikine, sur aide canadienne

estimation..... 200 "

TOTAL..... 800 millions

...nt 700 millions sur aide extérieure et I0C millions sur budget national.

...- Les créationsdont l'engagement est prévu sur la période quadriennale ...térieure.

L'internat du lycée Blaise DIAGNE et le Lycée de Diourbel seront ...réalisés au cours du troisième Plan. Des négociations seront engagées au ...plus pour la réalisation d'un lycée mixte à Tambacounda, d'un lycée de ...nes filles à Kaolack, et pour la reconstruction et l'agrandissement ...s lycées de Rufisque et de Ziguinchor, dont les anciens bâtiments se...ont utilisés comme collèges de premier cycle tant que cela sera possible.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

4.3. - ENSEIGNEMENT TECHNIQUE:

4.31.- Situation générale

Un important décalage dans la réalisation des programmes doit être prévu dans ce secteur. En effet de nombreuses opérations inscrites au 1er Plan n'ont pas été achevées dans les délais prévus et ont obéré les disponibilités financières très restreintes du budget national au cours de la première période biennale du 11ème plan. En outre la durée des procédures de financement et et de réalisation sur aides extérieures a été également sous-estimée pour les opérations ayant reçu un accord de principe.

Certaines créations n'ayant pu trouver un financement extérieur devront être reportées, les ressources sur budget national étant insuffisantes pour lui permettre de supporter à la fois les charges d'équipement et celles de fonctionnement.

Pour toutes ces raisons la mise à jour des programmes de l'enseignement technique s'impose. Cette mise à jour réaliste constituera le préalable à l'établissement par le gouvernement d'un programme à perspective au moins décennale relatif à l'enseignement technique et à la formation des cadres, étude pour laquelle il sera fait appel à l'aide technique des organismes spécialisés extérieurs, après définition des principales options.

La planification de l'enseignement technique est indissociable de celle de la formation scolaire dans son ensemble.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

En outre elle doit être basée sur des perspectives économiques générales au moins décennales dont l'élaboration est très délicate compte tenu du poids des facteurs dont on n'est pas maître.

Mais la planification de la formation revêt une telle importance que son étude sera engagée en priorité au cours de la deuxième période biennale du IIème Plan. Les programmes d'actions seront conçus avec suffisamment de souplesse pour permettre les ajustements ultérieurs qui s'avéreraient nécessaires en premier lieu au moment des travaux de cohérence de la phase d'élaboration du troisième Plan.

A cet effet et après avoir procédé à l'étude préliminaire de définition des principales options (meilleure adaptation aux besoins du système d'éducation, intégration de l'enseignement général et de la formation professionnelle, notamment), le Gouvernement prendra des mesures pour coordonner les travaux des différents départements responsables de la formation scolaire.

A l'occasion de l'engagement d'actions nouvelles il est apparu récemment d'une part que la formation des cadres ruraux devrait être accrue car ces techniciens constituent un facteur rare limitant les actions essentielles, et que d'autre part les structures d'accueil et de diffusion du progrès telles les coopératives rurales ne pourront jouer pleinement et rapidement leur rôle que si les coopérateurs eux-mêmes sont mieux préparés à cette évolution dès l'enfance et l'adolescence à l'occasion de la formation scolaire et post-scolaire.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Il sera tenu compte de ces enseignements dans l'étude de planification de la formation.

Les programmes revisés de l'Enseignement Technique et de la formation des cadres relatifs au 2ème Plan et exposés ci-après correspondent en grande partie à la poursuite et à l'achèvement d'actions de première urgence conçues au lendemain de l'Indépendance.

L'étude de la planification de la formation permettra d'engager une deuxième phase de réalisations mieux coordonnées et mieux adaptées aux perspectives nouvelles en tenant compte des résultats des différentes expériences dans la formation lancées au cours des deux premiers plans et parmi lesquelles un choix s'impose avant toute extension.

En raison de ce qui précède toute révision détaillée des paragraphes 4-I3-1 à 4.I3.8 du document initial serait prématurée.

Les orientations et indications générales mentionnées sont donc provisoirement maintenues.

4.32. - Programme d'équipement révisé.

Les opérations à réaliser sur la période quadriennale du IIème Plan sont arrêtées comme suit :

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

A - PREMIERE TRANCHE BIENNALE 1965-66 ET 1966-67

OPERATIONS	Millions de Francs CFA. Estimation du coût	Source de financement
1- Centres d'enseignement technique		
Achèvement des centres de Ziguinchor, Diourbel et Dakar commencés sur le 1er Plan.....	25	BN
2 -Centres de formation professionnelle rurale		
Achèvement des centres de perfectionnement Agricole de Guérina (Casamance) et Ogo (Fleuve)	36	BN
3 -Centre d'orientation professionnelle de St-Louis engagement.....	9	BN
4 -Ecole des agents techniques des Eaux et Forêts de Ziguinchor (achèvement)	54	BN
5 -Equipements de Lycées Techniques Delafosse Dakar et Peytavin (St-Louis)	30	BN
T O T A L	154	
B - DEUXIEME TRANCHE BIENNALE 1967-68 ET 1968-69		
1 - Centres régionaux d'enseignement technique :		
engagement de la construction de quatre centres féminins à Kaolack, Thiès, St-Louis et Ziguinchor.....	260	Prêt USAID
un centre masculin à Kaolack.....	85	" "

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

- Centres de formation professionnelle rurale - Centre de perfectionnement artisanal rural de Kaffrine	(80	FED
- Centre national de monitrices rurales de Thiès		
- Centre de perfectionnement agricole et Centre de perfectionnement artisanal rural jumelés de Missira (Sénégal Oriental).....	49	B.N.
- Centre de perfectionnement agricole en Haute Casamance.....	25	B.N.
- Aux centres de perfectionnement artisanal rural à Kolda (Casamance) et dans la région de Diourbel	25	B.N.
- Ecole de la marine marchande	I2	B.N.
- Centre professionnel de pêche du Sine-Saloum	4	B.N.
- Centre de qualification industrielle de Dakar	I4	B.N.
- Ecole nationale des cadres ruraux de Bambey	40	B.N.
- Action expérimentale pour l'éducation des jeunes ruraux	40	B.N.
- Subvention à l'enseignement technique privé	I0	B.N.
TOTAL.....	644	

- Les opérations suivantes inscrites au deuxième Plan sont maintenues dans leur principe. Toutefois leur engagement avant la fin du IIème Plan n'est pas assurée en raison des incertitudes du financement extérieur qui rendent prématuré l'établissement de tout calendrier. De toutes façons il est exclu que les entrées en fonctionnement interviennent avant le troisième plan.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Millions de Francs CFA

OPERATIONS	Montant	Source
Groupe d'enseignement technique féminin du Cap-Vert, comportant trois sections	240	Aide extérieure
- Ecole normale (ex-centre pédagogique)		
- Lycée technique		
- Centre d'enseignement technique		
Centres régionaux d'enseignement technique		
- Centre féminin à Saint-Louis	65	Aide extérieure
- Centre masculin à thiès	85	"
Centre de formation artisanale de DAKAR	80	"
TOTAL.....	470	
Les opérations suivantes sont reportées sur le 3è Plan		
Centres de formation professionnelle rurale		Aide extérieure
2 centres de perfectionnement agricole	50	"
2 centres de perfectionnement artisanal rural	50	"
Extension de l'ecole des agents techniques des pêches	40	"
Centre d'orientation professionnelle de Ziguinchor	9	B.N.
Centre professionnel de pêche de la région de THIES	4	B.N.
Internat des agents techniques de l'Elevage de St-Louis	37	B.N.
Section des métiers des arts graphiques	I2	B.N.
TOTAL.....	202	

Tight binding, text missing in gutter of book.

4. Enseignement supérieur

Le programme de réalisations doit être ainsi corrigé :

OPERATIONS	estimation du cout	Source de financement
- Première tranche biennale 1965-66 et 1966-67		
Travaux à l'Université de DAKAR sur crédits publics français (hors FAC Sénégal): construction du rectorat, de la Faculté des Lettres, du pavillon de pharmacie, d'un amphithéâtre commun.....	I25	Aide extérieure
Aménagement dans les locaux de l'ex-camp Claudel d'un pavillon d'habitation pour étudiantes.....	I3	B. N.
TOTAL 1ère Tranche	I38	
- Deuxième tranche biennale 1967-68 et 1968-69		
Travaux à l'Université de DAKAR sur crédits publics français (hors dotation FAC Sénégal) :		
Construction de deux pavillons de 114 chambres d'étudiants au centre des oeuvres	I40	Aide extérieure
Travaux d'aménagement, d'assainissement et de clôture.....	80	" "
Construction d'un pavillon d'habitation au centre des oeuvres (1968-69).....	70	B.N.
Centre d'études des sciences et techniques de l'information (1968-69).....	I5	B.N.
Aménagements à l'I.D.E.P.	25	B.N.
TOTAL 2ème tranche.....	330	
TOTAL GENERAL.....	468	
dont financement interne.....	I23	
Aide extérieure.....	345	

C'est à ce niveau qu'il convient d'arrêter les prévisions de réalisations dans les limites du 2ème Plan.

- Les opérations suivantes, inscrites au 2ème Plan, sont maintenues, une solution étant toujours recherchée pour leur financement, sur aide extérieure.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Leur engagement avant la fin du deuxième plan est possible, mais non certain et il est exclu que les entrées en fonctionnement puissent intervenir avant le troisième plan.

	(estimation provisoire)
- Faytanée militaire supérieur	400
- Institut polytechnique	250
- Ecole Nationale d'Administration et Centre de Formation Administrative	I20
	770 millions.

Compte tenu de ce qui précède il n'est pas possible de comptabiliser ces estimations dans les réalisations prévisibles sur la période couvrant le 2ème Plan.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

5 - EDUCATION POPULAIRE ET SPORTIVE

Le programme des opérations est ainsi corrigé :

Millions de francs C.F.A.

OPERATIONS	Estimation du coût	Source de financement
- Première tranche biennale (1965-66 et 1966-67)		
. Centre national d'education populaire et sportive.....	9	B.N.
-Installations sportives et socio-culturelles.....	41	B.N.
-Chantiers de service civique.....	50	B.N.
TOTAL.....	100	
- Deuxième tranche biennale (1967-68 et 1968-69)		
-Installations sportives et socio-culturelles..... K...	20	B.N.
-Chantiers de service civique.....	50	B.N.
TOTAL.....	70	
TOTAL GENERAL.....	170	

Les installations sportives des nouveaux établissements scolaires (lycées, écoles normales régionales) sont comprises dans les évaluations des réalisations au chapitre Education Nationale. Celles-ci peuvent être estimées à quelques 60 millions.

Le total les équipements à réaliser sur la période quadriennale s'élèveront donc à environ 230 millions.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

4. - ARTS ET LETTRES : -

Le programme des opérations est ainsi corrigé :

Millions de Francs C.F.A.

OPERATIONS	estimation du coût	Source de financement
PREMIERE TRANCHE BIENNALE (1965-66 et 1966-67)		
- Musée Dynamique.....	100	BN
- Théâtre National Daniel Sorano.....	105	BN
- Manufacture de Tapisserie.....	25	BN
- Matériel électro-acoustique de Gorée.	15	FAC
TOTAL.....	245	
DEUXIEME TRANCHE BIENNALE (1967-68 et 1968-69)		
- (Théâtre National : paiement partiel)"	P.M.	BN
- Maisons de la culture.....	40	BN
TOTAL.....	40	
TOTAL GENERAL.	285	

- La réalisation d'une Cité des Arts, dont le Musée dynamique constitue le premier élément, était prévue sur le deuxième plan. Cette opération est maintenue dans son principe. Toutefois les retards dans la négociation du financement contraignent de reporter sa réalisation sur le troisième plan.

- Le théâtre Daniel Sorano a été achevé au cours de la première tranche du plan. Les charges ultérieures résultant du mode de financement sont notées "pour mémoire".

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

4.7. - INFORMATION

Le programme des réalisations est ainsi corrigé :

millions de francs C.F.A.

OPERATIONS	estimation du coût	Sources de financement
- Première tranche biennale (1965-66 et 1965-67)		
- Service Cinéma:équipement.....	3	B.N.
- Télévision éducative:équipement...		
- don en matériel de l'Unesco évalué	25	Aide extérieure
- don en matériel du Canada évalué à	4	" "
- installation de matériel (dont règlement antérieur au 2ème Plan)	24	B.N.
- Radio		
- Emetteur 200 KW.....	104	B.N.
- Equipement.....	26	B.N.
- Agence de Presse Sénégalaise		
- Télétypes et relais:engagement	4	B.N.
TOTAL.....	190	
- Deuxième tranche biennale (1967-68 et 1968-69)		
- Centres régionaux d'information..	10	B.N.
- Radio :équipement.....	15	N.N.
TOTAL.....	25	
TOTAL GENERAL.....	215	

Tight binding, text missing in gutter of book.

C - Les opérations suivantes inscrites au Deuxième Plan sont maintenues, une solution étant toujours recherchée pour leur financement sur aide extérieure.

Radio

- Emetteur 50 KW O.M.....	77	Aide Extérieure
- Antennes pour 100 KW O.C.....	110	
T O T A L....	187	

D - Les opérations suivantes devront faire l'objet d'un réexamen dans le cadre de la préparation du Troisième Plan.

- Equipement photo
- Service cinéma : aménagement de nouveaux locaux
- Réseau de centres régionaux et départementaux d'information
- Extension des locaux de la Radio
- Développement de l'A.P.S.

Tight binding, text missing in gutter of book.

ENSEIGNEMENT - FORMATION - INFORMATION

(Millions C.F.A.)

OPERATIONS	1ère Tranche		2ème tranche		TOTAL	
	Plan initial	Plan ajusté	Plan initial	Plan ajusté	Plan initial	Plan ajusté
- Enseignement primaire.....	1.000 (environ)	1.475	1.000	725	2.000	2.200
- Enseignement secondaire.....	1.150	355	1.218	800	2.368	1.155
- Enseignement supérieur.....	110	138	770	330	880	468
- Enseignement technique	602	154	789	644	1.391	798
- Education populaire - Sport	160	100	240	70	400	170
- Arts et Lettres	490	245	285	40	775	285
- Information.....	387	190	368	25	755	215
T O T A L..	3.899	2.657	4.670	2.634	8.569	5.291

- non compris le nouveau programme FED estimé à 800 millions dont la régionalisation reste

Tight binding, text missing in gutter of book.

CHAPITRE 5

SANTE

Tight binding, text missing in gutter of book.

Chap. 5. SANTE ET AFFAIRES SOCIALES

La politique de l'Etat dans ce secteur a été clairement énoncée dans le plan et demeure inchangée.

A l'occasion de l'ajustement du Plan, il convient de confirmer la nécessité d'accentuer les efforts en faveur de la médecine collective et préventive et notamment les actions de lutte contre les grands endémies. Cette priorité sera respectée.

L'amélioration de la gestion des formations hospitalières et sanitaires sera poursuivie après les progrès déjà constatés.

Le programme de créations nouvelles envisagé dans le plan doit être modifié compte tenu d'une part des résultats obtenus dans la recherche du financement et d'autre part des calendriers techniques d'exécution mis à jour.

On a procédé à un classement des opérations en quatre groupes dont les deux premiers comportent les réalisations en cours ou en voie d'être engagées, d'une manière certaine, dans les limites du plan.

Il n'a pas été possible de procéder pour toutes les opérations, à un classement par ordre de priorité à l'intérieur de chaque groupe. Un tel classement eut été en grande partie arbitraire. On a donc suivi simplement l'ordre d'énumération des opérations du document initial du deuxième plan.

Par rapport aux prévisions primitives on constatera que sur l'ensemble de la période quadriennale les engagements financiers pour ce secteur seront très proches des prévisions initiales

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Un retard par rapport au calendrier primitif résultera toutefois de la durée très longue de préparation, d'instruction de négociation, puis la réalisation à prévoir, concernant le projet du Fleuve (hôpitaux de St-Louis, Podor et Matam). Cela suffit à déséquilibrer complètement la réapartition des actions prévues sur les deux tranches biennales, par rapport au Plan.

Le programme des opérations est ainsi corrigé :

(millions de F/CFA)

A - Première tranche biennale (1965-66 et 1966-67)

Opérations	Estimation	Source
- Ecole des agents sanitaires de Khombole.....	8	BN
- Ecole des Techniciens en prothèse dentaire de Dakar.....	5	BN
- Cabinet dentaire de Thiès.....	6	BN
- Centre sanitaire du Port de Dakar (Désinfection désinsectisation).....	20	BN
- Hôpital de Thiaroye (équipements).....	2	BN
- Hôpital LE DANTEC (équipements).....	37	BN
- Hôpital de Ziguinchor (aménagements complémentaires devant permettre la mise en service du bloc chirurgical).....	55	FAC
- Hôpital de Diourbel.....	360	RFA *
- Logements pour l'Hôpital de Diourbel.....	33	BN
- Pavillons pour détenus à Dakar.....	20	BN
- Pavillon de neurochirurgie à Dakar (Fann).....	90	FAC
- Pavillon pour lépreux à Dakar.....	25	Ordre de Malt
- Léproserie de Tambacounda.....	10	BN
- Logement de sages-femmes à Bignona.....	2	BN
- Dispensaires et logements d'infirmiers au Sénégal Oriental.....	21	BN
- Institut d'hygiène sociale de Dakar.....	10	BN
- Maternité de Saldé.....	7	BN
- Direction de la Santé de Kaolack.....	7	BN
- Grandes endémies (ensemble du Territoire)*....	60	FAC
- Centre Social de Pikine.....	5	BN
TOTAL.....	783	

Soit un total de 1 517 millions prévus initialement

* Subvention de la République Fédérale Allemande - Fourniture d'équipement en matériel, vaccins et médicaments (Le fonctionnement est à la charge du budget national (budget de fonctionnement) et n'est pas chiffré dans le présent document.

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

- Deuxième tranche 1967-68 et 1968-69 :

millions de francs CFA

Opérations	Montant	Source
- Programme hospitalier régional du Fleuve (St-Louis, Matam, Podor).....	1 035	FED
- Centre Hospitalier de Fann : pharmacie.....	17	BN
- Hôpital de Ziguinchor, programme complémentaire équipement et infrastructure.....	45	BN/FAC
- Pavillon Hospitalier de Kaolack.....	25	BN
- Pavillon Hospitalier de Thiès.....	30	BN
- Institut de pédiatrie à l'Université de Dakar et Centre de Protection Maternelle et Infantile de Pikine.....	60	FED
- P.M.I. et hygiène des villes.....	35	BN
- Maternité de Kaolack.....	50	BN
- Grandes endémies (ensemble du Territoire)...	88	BN et AE
- Centre de triage (Affaires Sociales).....	25	BN
T O T A L.....	1 435	

(au lieu de 826 millions prévus initialement)

- Les opérations suivantes inscrites au IIème Plan sont maintenues dans le principe. Toutefois leur réalisation avant la fin du IIème Plan n'est pas assurée en raison des retards dans l'élaboration des dossiers et des incertitudes du financement.

millions de francs CFA

Opération	Montant	Source
- Pavillon hospitalier de Tambacounda.....	50	BN ou aide extérieure
- Centre national d'éducation sanitaire à Dakar.	20	BN
- Pavillon léproserie en Casamance.....	3	BN
- Dispensaires et logements en Casamance.....	17	BN
T O T A L.....	90	
TOTAL GENERAL 2ème Plan	2 308	
au lieu de 2 343 millions prévus initialement.		

Tight binding, text missing in gutter of book.

. Opération prévues au plan non encore financées et dont l'engagement est à prévoir sur le troisième plan

millions de francs CFA

Opérations	Montant	Source
. Hôpital de Ziguinchor : extension.....	50	
. Pavillon de Médecine interne à l'hopital de Fann (Dakar).....	80	
. Pavillon pour tuberculeux " "	60	
. Centres de santé ruraux.....	50	
. P.M.I. et hygiène des villes.....	80	
. Maternité de Louga.....	15	
T O T A L.....	335	

Tight binding, text missing in gutter of book.

CHAPITRE 6

HABITAT ET EDILITE

Tight binding, text missing in gutter of book.

Chap. 6. HABITAT - EDILITE

6-1 PROGRAMMES D'URBANISME :

Il était prévu dans le plan 40 millions pour les études d'urbanismes, au rythme de 10 millions par an.

Cette dotation est évidemment faible si l'on veut pousser les études d'urbanisme jusqu'au stade des plans directeurs.

Toutefois, on recherchera à compléter cette dotation par : - un soutien à demander à l'aide extérieure sous la forme d'assistance technique pour le renforcement de la Direction de l'Urbanisme ;

- Une utilisation judicieuse des crédits affectés à d'autres opérations mais nécessitant la réalisation préalable de schémas directeurs (assainissements, etc...) et par l'utilisation des moyens existants des services.

6-2. PROGRAMMES HABITAT RURAL :

Il était prévu, pour l'habitat rural, des crédits d'études, des crédits d'équipement et des crédits pour la construction de villages dans le périmètre de la S.A.E.D. dans le Delta du Sénégal (opération des 30 000 hectares).

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Les prévisions du Plan étaient les suivantes (en millions de F. CFA)

	1965/67	1967/69	Total 4 années
- Etudes et Recherches (expérimentations dans l'habitat rural)	111	114	225
- Equipements et encadrement pour les constructions de villages en terre stabilisée	81	60	141
- Opération Delta (30 000 hectares)	126	150	276
TOTAL	318	324	642
avec les financements suivants :			
Budget national	243	174	417
Aide extérieure (FAC)	75	150	225

Les recherches d'habitat rural seront poursuivies avec les moyens limités imposés par l'exiguïté des ressources budgétaires.

La solution de l'encadrement pour les constructions des villages en terre stabilisée n'est pas définitive. L'extension de cette opération est liée à l'obtention de résultats satisfaisants sur les plans techniques et économiques et à l'obtention de meilleures conditions socio-économiques. Une subvention du FAC a déjà été utilisée d'une part à la formation de 22 vulgarisateurs pour l'utilisation de la terre stabilisée et d'autre part

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

pour la construction de bâtiments témoins. Les opérations d'habitat rural dont la gestion a été confiée à l'O.H.L.M. devront être poursuivies dans leur stade expérimental par cet organisme.

Les réalisations d'habitat édilité dans le cadre de l'aménagement des 30 000 hectares du Delta ont été engagés et seront poursuivies d'une manière à peu près conforme au rythme initialement prévu.

De la sorte, les programmes sur les tranches biennales du plan sont ainsi ajustés :

	65/67	67/69	Total
- Etudes et Recherches	42	20	62
- Equipement, Encadrement	20	-	20
- Opération 30 000 hectares	132	126	258
Total	194	146	340
avec le financement suivant :			
Budget national	137	137	274
Prêt extérieur	57	9	66

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

6,3 - Les opérations à réaliser par l'O.H.L.M.
Etaient prévus initialement (en millions de frs cfa)

	Ière tranche biennale (1965-67)	2ème tranche (1967-69)	Total Plan	Référence
- des études générales et études de projets.....	110	127	237	(tableau 6 page 259)
- matériel et outillage..	10	10	20	(tableau 8)
- construction de logements				(tableau 7)
1° opérations ordinaires de l'O.H.L.M. :				
- logements.....	556	701	1257	
- V.R.D.	211	199	410	
		total	1667	
2°- opérations de rénovation de la Médina				
- logements.....	1277	1390	2667	
	175	190	365	
		total	3030	
TOTAL Général.....	2337	2617	4954	

Le financement retenu était le suivant: (en millions de frs cfa)

Fonds propres O.H.L.M. 790
Ressources budgétaires.....2348
Emprunt auprès de la Caisse Centrale de Coopération Economique 1816
TOTAL..... 4954

Tight binding, text missing in gutter of book.

La présentation ci-dessus doit être corrigée. En effet, les crédits à ouvrir sur le budget national sont en fait de 650 millions par an soit 2600 millions en quatre ans. Une somme de 252 millions correspondant aux frais de fonctionnement et charges courantes de l'O.H.L.M. (sur quatre ans) en était distraite et portée à la ligne "fonds propres". Il convient plutôt d'adopter la présentation suivante :

- ressources propres de l'O.H.L.M.....538 millions (loyers, produits divers)
- ressources budgétaires.....2600 millions

Le rythme de financement, sur budget national de 2600 millions sur les quatre années du plan est confirmé. En effet les retards constatés dans la mise en oeuvre de programmes courants et du programme spécial de rénovation de la Médina devront être au moins en partie rattrapés d'ici la fin du Plan. Ces retards ont eu pour cause, d'une part, les contretemps constatés dans l'élaboration et l'adoption du schéma directeur d'urbanisme du Cap-Vert et d'autre part, les difficultés rencontrées au cours des démarches préalables aux travaux dans les opérations prévues à Dakar (Allées du Centenaire, Ouagou-Niayes, quartier Gibraltar, Médina) qui posent toutes quoique à des degrés divers de difficiles problèmes d'ordre foncier ou humain.

En particulier, si les prévisions d'interventions sur ressources locales peuvent être maintenues, par contre un étalement, par rapport aux prévisions initiales, du recours aux prêts de la C.C.C.E. doit être prévu, en raison des modifications apportées au programme de rénovation de la Médina.

A - Les programmes courants de constructions de l'O.H.L.M.

Environ 1350 logements devraient être construits au cours des quatre ans du Plan dont environ 800 dans le Cap-Vert et 550 dans les centres urbains de l'intérieur. En outre un programme particulier sera mis à l'étude et préparé en relation avec le projet d'exploitation agro-industrielle sucrière du Fleuve, de manière que les constructions puissent être entreprises dès le début du 3° Plan.

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

B- Opération de rénovation de la Médina de Dakar (Opération spéciale, gérée par l'O.H.L.M avec sa participation financière)

Une seule tranche a été réalisée (230 logements à la cité de relogement de Fass), avec le financement suivant (en million de F CFA)

100 fonds O.H.L.M.
50 en prêt moyen terme B.N.D.S. avec réescompte de la B.C.E.A.O.
100 de prêt à long terme de la C.C.C.E.
250 millions, V.R.D. et achats de terrains compris.

En 1967-68 une tranche de 300 logements destinés à la location vente et de 70 logements pour la location simple, sera réalisée avec le financement suivant :

150 sur fonds O.H.L.M.
75 en prêt moyen terme B.N.D.S. - B.C.E.A.O.
150 de prêt à long terme de la C.C.C.E.
375 (V.R.D. et frais de libération des terrains compris).

En 1968-69 un programme du même ordre sera engagé, le rythme devant croître par la suite pour se stabiliser aux environs de 500 logements et une valeur de 500 millions de travaux, annuellement.

Le Gouvernement a d'autre part décidé de réservé de larges secteurs d'auto-rénovation dans la Médina et de n'y procéder qu'à une rénovation partielle, à l'exception du secteur de la baie de Soumdioune qui sera rénové totalement.

C- Au total les réalisations de l'O.H.L.M. devraient atteindre un niveau d'environ 2300 logements pour un coût total d'environ 3700 millions, cette somme couvrant les frais de gestion, d'études d'acquisitions des terrains de V.R.D. et de construction, ainsi que les études et acquisitions de terrains relatives aux tranches de construction devant être effectuées sur le 3ème Plan.

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Le financement de ces actions sera le suivant :

- ressources propres de l'O.H.L.M. 500
- ressources sur B.H.....2.600
- Prêts à moyen terme locaux..... 200
- prêts à long terme de la C.C.C.E..... 400

3.700 millions

Tight binding, text missing in gutter of book.

. Les programmes de SICAP

Le programme de construction de la Sicap, portant sur environ logements en quatre ans, devait être financé de la façon suivante :

millions de francs CFA

	1965-67	1967-69	Total
Ressources budgétaires.....	400	400	800
Autres ressources dont prêts C.C.C.E.....	613	621	1 234
T O T A L.....	1 013	1 021	2 034

Dans l'ensemble ces prévisions peuvent être maintenues et l'on se bornera à les préciser :

Première tranche biennale 1965-67	coût (millions de frs cfa)	Nombre de logements
- lotissements liberté IV et Amitié II.....	790	1 154
Deuxième tranche biennale 1967-69		
- lotissements Liberté V et Amitié III.....	1 430	1 500
T O T A L.....	2 220	2 654

Les sources de financement étant les suivantes :

	1965/67	1967/69	TOTAL
Budget national (subventions).....	350	382	732
Avance remboursable du budget.....	130	130	260
Prêt local B.N.D.S. - B.C.E.A.O....	150	326	476
Prêt extérieur (C.C.C.E.).....	210	542	752
TOTAL.....	840	1 380	2 220

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

La différence de répartition sur les deux tranches dans les deux tableaux qui précèdent résulte d'un certain degré d'anticipation dans les financements.

Au niveau des programmes de construction on constate une prévision de réalisation plus rapide sur la deuxième tranche. Cela tient également aux difficultés constatées, au cours des deux premières années du plan, dans les démarches préalables aux projets de rénovation.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne la rénovation de Grand Dakar, la lenteur des opérations de dégagement des lotissements à rénover et des relogements a pour conséquence l'impossibilité de prévoir la réalisation des travaux d'infrastructure et V.R.D. avant 1970-71.

* * *

6.5 - D'une manière générale l'analyse des re ards constatés par rapport aux programmes initiaux sur les deux premières années du plan, tant pour l'O.H.L.M. que pour la SICAP, démontre que devront être menées parallèlement, dans l'avenir :

- d'une part, les opérations de rénovation, longues et difficiles, mais indispensables au premier chef sur le plan de l'assainissement (cela entièrement à la charge publique). Pour la rénovation des habitations elles-mêmes on fera davantage appel à la participation de la population en place (auto-rénovation).
- d'autre part, les opérations de développement de l'habitat en zones urbaines non bâties et non occupées, jouant un rôle d'extention et de dégagement urbain. Ces opérations, beaucoup plus aisées, moins coûteuses et d'une réalisation beaucoup plus rapide peuvent seules permettre de tenir les rythmes de construction jugés indispensables tant sur le plan social et urbain que sur le plan économique, les programmes publics ayant un rôle important de régulateur et de relance d'activité.

../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

-6 Programme d'habitat urbain sur fonds privés

On a procédé dans le Plan à de simples estimations et le financement prévu était le suivant :

millions de francs cfa

Recours au crédit bancaire (dont prêts sociaux)	2.500
Apports privés	I.800
Budget National (V.R.D. correspondant à ces opérations)	300
TOTAL	4.600

L'arrêt en I964 de la distribution de prêts sociaux à l'habitat par la B.N.D.S. , en raison de l'insuffisance des ressources à long terme de la Banque et de la priorité donnée au financement à crédit des équipements et actions agricoles, a entraîné une sensible diminution de la construction privée d'intérêt social . Par ailleurs, la demande en logements de standing ayant fortement diminué, la construction de ces habitations (en partie caractère spéculatif) a connu une baisse d'activité. Enfin, d'une manière générale les travaux d'élaboration du schéma directeur ont entraîné un certain blocage de la construction au cours des deux premières années du Plan.Cela explique la diminution constatée dans le nombre d'autorisations de construire à usage d'habitation .

On doit considérer que la construction d'environ I200 logements sur fonds privés et prêts bancaires, est autorisée en moyenne annuellement dans l'ensemble des zones urbaines du Sénégal (dont 800 à Dakar) .

L'estimation d'une valeur globale de 4,6 milliards pour la construction privée de logements sur la durée du Plan, peut donc être maintenue, cette évaluation est simple ordre de grandeur comprenant les participations des particuliers aux programmes SICAP au titre de travaux complémentaires .

./.

Tight binding, text missing in gutter of book.

Mais la prévision, sur cette somme, d'une intervention publique de 300 millions pour la réalisation des V.R.D. sur lotissements privés est incompatible avec les art.68 et 69 du Décret N° 1076 du 31/12/1966 portant Code de l'Urbanisme qui prévoit explicitement que les lotisseurs privés doivent financer les travaux de viabilisation des parcelles avant d'être autorisés à les vendre. On supprimera donc cette inscription.

Une reprise de la distribution des prêts sociaux à la construction de logements de caractère social, est prévue sur la deuxième tranche biennale du Plan en raison de la pression des demandes et de la nécessité d'une relance publique de l'activité dans le secteur bâtiment-travaux publics.

Tight binding, text missing in gutter of book.

6 - 7 à Programme d'édilité

Rappelons que ces programmes se rapportent à l'édilité générale (*) , et non aux opérations liées à des programmes de constructions particuliers déjà analysés précèdemment. Les opérations de grande voirie sont analysées au chapitre des Infrastructures de communications.

En outre les opérations d'assainissement, qu'il est difficile de dissocier des adductions d'eau sont analysées dans le secteur Hydraulique (le Ministère de l'Hydraulique gérant d'ailleurs les crédits afférents à ces opérations).

En ce qui concerne l'électrification à usage non industriel, l'extension du réseau est modérée conformément à la priorité donnée dans le plan à l'électrification à usage industriel, priorité confirmée.

Les opérations suivantes restent à analyser, n'étant pas reprises par ailleurs. Elle étaient dans le plan (articles 6-26-1 et 6-26-2 définies comme suit :

* terrassements et V.R.D. sur lotissements d'Etat autres que O.H.L.M. et SICAP analysés précèdemment.

Tight binding, text missing in gutter of book.

millions de francs CFA

Opérations	1ère tranche biennale(1965/67)	2ème tranche 1967/69)	Total 4 années	Source
Pikine-Ouest	200	-	200	B.N.
Lotissement Kms 13; 14 et 15	350	-	350	B.N.
Lotissement Sotiba	30	-	30	B.N.
Couverture canal IV bis	15	-	15	B.N.
Zone artisanale	-	165	165	B.N.
Protection falaise cité police	36	-	36	Municipalité
Route Almadies - N'Gor.....		9	9	B.N.
Gare routière Dakar	15	-	15	Municipalité
programme municipal Dakar	50	50	100	Municipalité
Autres programmes municipaux	50	50	100	Municipalité
Etudes de voirie	10	20	30	B.N.
TOTAL	765	285	1 050	

Avec les financements suivants :

Budget national 614	175	799
Budgets municipaux.....151	100	251

Il n'a pas été possible d'obtenir des informations sur l'état des programmes municipaux. De fait les prévisions initiales seront maintenues sur ce poste.

En ce qui concerne les opérations prévues sur budget national, un certain étalement est causé par l'insuffisance des ressources. En outre des difficultés d'ordre technique liées à la nature et à la situation des terrains conduisent à prévoir un report des travaux envisagés initialement aux lotissement des Kms 13, 14 et 15 à Dakar.

./.

Tight binding, text missing in gutter of book.

Par contre des meilleures conditions techniques et financières permettent d'envisager un rattrapage des retards des travaux à Pikine puis une accélération par rapport aux prévisions primitives.

L'état des démarches préalables pour la réalisation du projet envisagé initialement en zone artisanale interdit une réalisation dans les limites du plan.

De ce fait les programmes deviennent les suivants :

millions de francs CFA

Opérations	1ère tranche	2ème tranche	Total	Source
...udes et voiries	5	10	15	B.N
...ikine	140	150	290	B.N
...tissement Kms ..., 14, 15	50	50	100	B.N
...tissement Sotiba	30	-	30	B.N
...verture canal ... bis	15	-	15	B.N
...ute Almadies N'Gor	-	10	10	B.N
...tissement de Joal	10	-	10	B.N
TOTAL	250	220	470	

Tight binding, text missing in gutter of book.

Récapitulation Habitat Edilité.

millions de francs CFA

OPERATIONS	1ère tranche biennale	2ème tranche biennale	Total Plan	Source
1 Etudes d'urbanisme	20	20	40	B.N.
2 - Programmes d'habitat rural				
- études et recherches	42	20	62	B.N.
- équipement, encadrement	20	-	20	B.N.
- opération Delta	132	126	258	B.N. et FAC
3 - Programmes O.H.L.M.				
- Programmes courants	800	1 900	2 700	B.N. et fonds O.H.L.M.
- rénovation Médina	250	750	1 000	B.N., B.N.D.S. et C.C.C.E.
4 - Programme SICAP	790	1 430	2 220	B.N., B.N.D.S. et CCCE
5 - Prêts publics à l'habitat social	-	200	200	B.N.D.S.
6 - Programmes d'édilité	250	220	470	B.N.
Total actions publiques	2 304	4 666	6 970	
Estimation des réalisations sur financement privé (évolution maintenue)		(non ventilé)	3 940	
Total Habitat - Edilité			10 910	

Tight binding, text missing in gutter of book.

Chapitre 7

L'HYDRAULIQUE

Tight binding, text missing in gutter of book.

Chapitre 7 - HYDRAULIQUE

Les orientations générales en matière d'Hydraulique, telles qu'elles sont définies dans le deuxième plan, demeurent inchangées -

7 - 1 Etudes hydrauliques.

Le programme d'études hydrauliques a fait l'objet d'une analyse détaillée au chapitre 1 des Etudes et Recherches du présent document (1-26-2).

7 - 2 - Hydraulique pastorale, rurale et urbaine.

- PREMIERE TRANCHE BIENNALE (1965/67).
- Hydraulique pastorale.

Un programme de neuf forages a reçu un accord de financement du FAC - sur un total de 245 millions, il est prévu 110 millions de forages, et 135 millions d'installations de surface - Ce programme, qui sera effectivement réalisé dans le cadre de la 2ème tranche biennale, est analysé au chapitre de l'élevage (2-3) du présent document -

- Hydraulique, humaine et pastorale .

Un programme de 24 forages -puits dont 9 d'hydraulique humaine est financé par le F.E.D., pour un montant de 690 millions 12 de ces forages ont déjà été réalisés -

B - DEUXIEME TRANCHE BIENNALE (1967/69).

- Hydraulique pastorale.

Le programme FAC, pour un montant de 245 millions, sera réalisé dans le cadre de la deuxième tranche biennale du Plan.

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

- Hydraulique humaine et pastorale .

Le programme FED de 24 forages s'achèvera en 1968, et l'aménagement des puits sera réalisé dans le cadre de cette deuxième tranche biennale.

- Hydraulique Urbaine .

Un programme de 320 millions, pour l'alimentation en eau de Ziguinchor (130 millions) et de 9 agglomération de l'intérieur (190 millions) a reçu un accord de principe du FED - Ce programme devrait être réalisé dans les deux dernières années du Plan -

7 - 3 - Alimentation en eau et assainissement des agglomérations .

A - PREMIERE TRANCHE BIENNALE (1965/67).

1 Alimentation en eau des agglomérations de l'intérieur

Le plan prévoyait un programme quadriennal de 780 millions de Fr CFA, sur lesquels 335 millions devaient être financés par les collectivités locales -

Les opérations suivantes ont été en fait engagées sur budget national :

	Estimation du coût	Source de financement
- Etudes	20	B.N.
- Thiès	35	"
- Saint-Louis	10	"
- Diourbel	25	"
- Bakel	5	"
- Oussouye	5	"
- Kosso-Taff-DIOP	10	"
- Pékesse	35	"
- Thiouk Essyl	10	"
TOTAL	155	"

Tight binding, text missing in gutter of book.

2 - Alimentation en eau du Cap-Vert .

Le programme quadriennal était le suivant :

Etudes générales	8 millions
Etudes de projets	30 "
Infrastructure	650 "
TOTAL	688 millions

Les crédits suivants ont été ouverts sur la première tranche biennale :

	Estimation du coût	Source de financement
- Etudes alimentation en eau du Cap-Vert	15	B.N.
- Extension du réseau de Dakar	100	B.N.
TOTAL	115	

Par ailleurs, une somme de 190 millions a été utilisé sur emprunt Caisse Centrale pour l'adduction d'eau à Dakar et sera remboursée par la C.G.E.S. -

L'alimentation en eau de Dakar, à partir du lac de Guiers, a nécessité par ailleurs l'ouverture en 1965/66 d'un crédit de 306 millions sur budget national.

3 - Assainissement des zones urbaines de l'intérieur.

Le programme quadriennal était le suivant :

Etudes de projets	140 millions
Villes de Thiès, Kaolack, Diourbel, Ziguinchor, Tambacounda, Louga, M'Bour	910 millions
TOTAL	1 050 millions

Tight binding, text missing in gutter of book.

Ce programme devait être finacé en partie par l'Etat, en partie par les collectivités locales -

Pour les études, ont été ouverts au budget de l'Habitat-Edilité 67 millions -

Pour le finaocement des projets, il conviendra de recourir à l'aide extérieure - Les crédits d'étude devront être affectés à la constitution des dossiers de prise en considération -

La Direction de l'Aménagement du Territoire étudie les schémas directeurs qui seront établis préalablement à l'implantation des réseaux -

4 - Assainissement du Cap-Vert .

Le programme quadriennal était le suivant :

Etudes	110 millions
Infrastructure	795 "
T O T A L	905 millions

L'étude des solutions d'avenir pour l'alimentation en eau et l'assainissement de Dakar et des agglomérations voisines, et l'établissement d'un plan Directeur doivent faire l'objet d'un financement du Fonds Spécial des Nations Unies, à la suite d'une requête établie par l'O.M.S. -

Les travaux d'infrastructure ont été différés en attendant les résultats de ces études -

Quelques opérations ont cependant été réalisées sur budget national (habitat et édilité) :

Tight binding, text missing in gutter of book.

Assainissement Dakar-Plateau	10 millions
Couverture canal IV bis	15 millions
Canal Gueule Tapée	15 "
Canal Grand Dakar	10 "
T O T A L	50 millions

B - DEUXIEME TRANCHE BIENNALE 1967/69.

- 1 - Alimentation en eau des agglomérations de l'intérieur

On prévoira un crédit de 200 millions pour la deuxième tranche biennale. Les crédits devront être utilisés de façon à constituer pour chaque agglomération un réseau [illegible] qui soit susceptible d'être complété ultérieurement -

- 2 - Alimentation en eau du Cap-Vert.

Les études pour l'alimentation en eau et l'assainissement de Dakar et des environs font l'objet du programme Fonds Spécial des Nations-Unies et O.M.S.

Le projet agrée par le F.S.N.U. représente 750 millions de fr CFA, dont [illegible] millions de contrepartie du budget national - (135 millions en espèces, et 145 [illegible] nature) -

Pour les travaux d'insfrastructure, 360 millions restent prévus sur emprunt [illegible]ES) -

- 3 Assainissement des zones urbaines de l'intérieur .

Les crédits d'études, pour un montant de 73 millions, sont prévus sur [illegible]get national -

Le financement des projets sera recherché sur aide extérieure, après établisse[illegible]t complet des dossiers et des schèmas directeurs en liaison avec l'Aménagement du [illegible]itoire - La réalisation de ces projets sera en partie reportée sur le troisième plan.

Tight binding, text missing in gutter of book.

- 4 - Assainissement du Cap-Vert.

Les études pour l'assainissement du Cap-Vert seront menées dans le cadre du projet Fonds Spécial - O.M.S. Les travaux d'infrastructure seront différés en attendant le résultat de ces études très importantes, et étalés sur le troisième plan.

Les mesures d'ajustement du deuxième plan en matière d'Hydraulique sont résumées dans les tableaux suivants :

.../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

Programme d'HYDRAULIQUE

millions de francs CFA

Opérations	Prévision deuxième plan	nouvelles estimations	1ère tranche biennale (1965-66 et 1966-67)			2ème tranche biennale (1967-68 et 1968-69)			deuxième priorité
			B.N	Aide extérieure	autres sources	B.N	Aide extérieure	autres sources	
1 - Hydraulique humaine et pastorale	690	690	-	690	-	-	-	-	-
2 - Hydraulique urbaine	320	320	-	320	-	-	-	-	-
3 - Etudes alimentation en eau du Cap-Vert	148	620(1)	15	-	-	135(1)	470	-	-
4 - Alimentation en eau du Cap-Vert	650	650	100	-	190	-	-	360	-
5 - Opération "Lac de Guiers"	6 124	6 124	306	-	-	-	1 900	3 918	-
6 - Assainissement du Cap-Vert	795	795	50	-	-	100	-	-	645
7 - Alimentation en eau des agglomérations de l'intérieur	780	780	155	-	-	200	-	-	425
8 - Assainissement des agglomérations de l'intérieur	1 050	1 050	67	-	-	73	-	-	910
TOTAL	10 557	11 029	693	1 010	190	508	2 370	4 278	1 980

Tight binding, text missing in gutter or book. Some text missing

HYDRAULIQUE

millions de francs cfa

1ère tranche (1965/67)		2ème tranche (1967/69)		TOTAL	
plan initial	plan ajusté	plan initial	plan ajusté	plan initial	plan ajusté
2 000	1 893	608	7 156	2 608	9 049

N.B. Le programme d'études pour l'alimentation en eau du Cap-Vert estimé à 750 millions débordera sur le IIIème plan.

Tight binding, text missing in gutter of book.

T I T R E II

LES PROGRAMMES D'ACTION

SECTEURS A INTERVENTION PRIVEE DOMINANTE

Tight binding, text missing in gutter of book.

Les programmes d'Action

Secteurs à intervention privée dominante

Dans le plan ont été regroupés sous la désignation ci-dessus les domaines de la production autres que l'économie rurale : ce dernier secteur qui intéresse 80 % de la population. Et se caractérise par le retard général des techniques, doit faire l'objet en priorité de très importantes actions que seule la puissance publique est à même d'engager.

Cette charge considérable, jointe à celles qui découlent des programmes de développement et de gestion relatifs aux secteurs sociaux et de l'infrastructure de communications, commande une intervention plus mesurée de l'Etat dans la production bénéficiant de l'initiative du secteur privé techniquement avancé c'est à dire dans les secteurs secondaires - mines comprises - et tertiaire. Il convient toutefois de nuancer cette appréciation.

En effet, la production et la distribution de l'énergie et de l'eau relèvent du domaine public et sont seulement concédés à des sociétés privées étroitement contrôlées.

L'artisanat de production et d'art fait l'objet de mesures d'entraînement, d'encadrement et de promotion, de la part de l'Etat.

Le commerce de l'arachide et du mil est socialisé, de même que celui des biens et équipements de production de l'agriculture, ce qui est conforme au rôle promoteur de l'Etat dans l'économie rurale.

Enfin, le tourisme fait appel en priorité à l'initiative privée, irremplaçable en ce domaine, mais l'Etat a jugé indispensable d'animer ce secteur et d'en accélérer le progrès par des interventions directes notamment dans l'équipement et les actions de propagande.

./.

Tight binding, text missing in gutter of book.

C H A P I T R E I

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE

Tight binding, text missing in gutter of book.

Toutes les autres activités font l'objet surtout de mesures d'accueil, d'incitation et d'accompagnement, de la part du secteur public et les interventions financières publiques y sont en proportion beaucoup plus faibles que les interventions privées.

Toutefois, la conjugaison et l'harmonisation des initiatives résultant de la libre entreprise et des initiatives et soutiens publics apparaît également la voie la plus féconde dans l'industrie, compte tenu du contexte économique, et telle est la voie adoptée par le Sénégal.

Cela est également vrai par exemple pour la distribution en milieu rural des biens de consommation, qui a nécessité une impulsion publique, en association avec la profession.

Il n'y a donc pas une exacte dichotomie dans les activités de promotion et de développement de la production des biens et services au Sénégal, mais bien plutôt intervention solidaire des secteurs public et privé.

Tight binding, text missing in gutter of book.

Chap.1-1 - La production industrielle et artisanale

Introduction

Il n'y a pas lieu de modifier les indications du Plan relatives à la politique d'industrialisation qui demeure inchangée.

Les estimations primitives sur l'évolution sectorielle dans chaque branche sont également encore valables dans l'ensemble. La mise à jour des perspectives d'activité après seulement un an et demi d'exécution du plan aurait d'ailleurs peu de sens et il conviendrait, de toute manière, d'attendre les résultats du recensement industriel et de l'enquête bâtiments-travaux publics, ainsi que les résultats détaillés pour 1966, tous travaux statistiques en cours, pour pouvoir porter un jugement sur l'évolution constatée par rapport aux prévisions et pour le cas échéant corriger les perspectives quadriennales.

D'une manière plus conforme à l'objet limité de l'ajustement on indiquera ci-après l'évolution des interventions publiques, en vue de rectifier les prévisions du plan. Mais interventions publiques et initiatives privées n'étant guère dissociables dans le secteur industrie, les perspectives d'ensemble des investissements seront mises à jour dans les limites du deuxième plan.

Chap.1-2 - Les interventions publiques dans la production industrielle et artisanale

Sur les quatre années du plan les prévisions d'intervention financières publiques étaient les suivantes pour l'ensemble du secteur :

(en millions de f.cfa)

sur budget de l'Etat.....	1.000
sur prêt extérieur affecté (prêt soviétique)	600
Total.....	1.600

dont 1965-66 et 1966-67..... 300
et 1967-68 et 1968-69.....1300 (dont prêt extérieur de 600 m)

Tight binding, text missing in gutter of book.

Il faut noter que ces prévisions globales ne découlaient pas d'un programme d'utilisation parfaitement défini, en raison soit de l'état encore insuffisamment élaboré des projets, soit de l'incertitude quant aux résultats des négociations avec les promoteurs privés avec lesquels on escomptait engager des interventions liées.

Cette enveloppe de 1600 millions se décomposait comme suit :

1°- la réalisation du complexe thonier de Dakar sur prêt soviétique était prévue pour 600 millions. L'aide soviétique sera consacrée en priorité à l'accroissement de l'armement.

2°- une dotation de 150 millions était réservée à l'artisanat, pour la réalisation des centres régionaux d'artisanat et pour l'aménagement et l'équipement du domaine industriel de Thiès (sur un ancien domaine de l'armée française). Ces actions sont engagées.

3°- enfin une prévision de 850 millions recouvrait l'estimation, d'une part, des études de projets et actions diverses de la Direction de l'Industrie, d'autre part et surtout, des prises de participation dans les entreprises mixtes.
Cette estimation avait le caractère de simple "enveloppe" indicative, l'évidence étant qu'il convenait de laisser le Gouvernement libre de l'opportunité d'intervenir coup par coup à l'occasion des négociations qui pourraient s'engager sur des projets industriels à promoteurs privés, en ayant recours au besoin pour assurer ses participations financières à l'aide extérieure publique.
L'état d'avancement des négociations relatives à la réalisation de l'usine d'engrais n'avait pas permis au moment de l'élaboration du Plan de déterminer les parts relatives des financements publics et privés. Il est apparu depuis que les interventions positives des organismes financiers publics extérieurs ont joué un rôle décisif et ont véritablement permis la prise de décision de réalisation du projet à la satisfaction du Gouvernement du Sénégal.

Tight binding, text missing in gutter of book.

C'est ainsi que pour un investissement évalué à 3.100 millions (usine d'une capacité de 120.000 tonnes d'engrais), la part de financement public, entièrement d'origine extérieure, s'élève à 2.300 millions dont 300 millions en prises de participation au capital et 2.000 millions en prêts à long terme.

Pour le financement du projet la société financière internationale (filiale de la BIRD), la Banque européenne d'Investissement, la Caisse Centrale de Coopération économique et le FAC sont intervenus conjointement.

Au total, les résultats constatés sur les deux premières années du plan font apparaître un volume d'interventions publiques dans l'industrie, nettement supérieur aux prévisions primitives, l'effort public extérieur ayant été sous-estimé. Par contre, les difficultés budgétaires n'ont pas permis d'assurer l'effort interne que l'on se proposait.

Les engagements financiers sur les deux premières années du plan sont récapitulés ci-après.

.../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

- Première période biennale

(Interventions publiques)

(millions de francs cfa)

Opérations	Montant	Source
diverses et Publicité(Direction de trie).....	2I	B.N.
d'industrialisation	20	F A C(subvention)
ipation au capital de sociétés mixtes dget de l'Etat.		
é de produits alimentaire(SOSEPA)		
durie d'aliminium de Thiès.....	IO	B.N.
ipation au capital de sociétés mixtes .N.D.S. sur aide extérieure (C.C.C.E.)		
ustrie du froid (SOFRIGAL).....	I7	C.C.C.E.-B.N.D.S.
ustrie chimique- usine engrais S.I.E.S.)	I00	C.C.C.E.-B.N.D.S.
icipation au capital ou prêts spéciaux g terme à des sociétés industrielles es par l'aide publique extérieure/....	(300	F.A.C.
ine d'engrais	(800	S.F.I.
	((dont	participation 200m)
	(600	B.E.I.
ts à moyen terme par B.N.D.S. sur aide rieure (C.C.C.E.) pour équipements veaux		
ndustrie des matériaux de construction ante ciment (SENAC)	45	C.C.C.E.-B.N.D.S.
ndustrie chimique usine d'engrais (S I E S)	500	C.C.C.E.-B.N.D.S.
ts à moyen terme par B.N.D.S. avec re- is du réescompte (B.C.E.A.O.) pour équipe- nts nouveaux		
ndustries alimentaires.....	38	B.N.D.S.-B.C.E.A.O.
ndustries des matériaux de construction	36	" "
ndustries du raffinage de pétrole.....	26	
restissements directs entièrement publics usine des ordures ménagères de Dakar	200	Municipalité de DAKAR
ntres régionaux d'artisanat	43	B.N.
TOTAL	2.756	

...../...

Tight binding, text missing in gutter of book.

On peut donc estimer à environ 2750 millions les engagements financiers publics dans l'industrie et l'artisanat au cours de la première tranche biennale. En fait la réalisation de l'usine d'engrais s'échelonnera sur 1966, 1967 et début 1968 soit à cheval sur les deux tranches biennales du Plan.

On n'a pas chiffré dans ce document les interventions publiques extérieures de participation et de soutien dans le financement de l'exploitation de phosphates de Taïba, en raison de la difficulté de déterminer les parts relatives de l'accroissement du potentiel de production et de soutien du financement de l'exploitation courante. Mais ces interventions auront eu au cours du deuxieme plan une importance qu'il convenait de noter.

B/- La deuxieme période biennale
(Interventions publiques)

Elle sera marquée par l'engagement d'un nouveau projet important à financement mixte, public et privé : l'unité de production agro-industrielle de sucre dans le Delta du Fleuve Sénégal.
Bien que les études du projet soient très avancées, il n'est pas permis à la date d'élaboration du présent document (mars-avril 1967) de déterminer en toute certitude quelles seront les parts relatives des secteurs publics et privés dans le financement.

Les estimations portées dans le tableau ont donc un caractère non définitif et correspondent à l'hypothèse jugée la plus vraisemblable. En complément de ce que l'on a signalé précédemment, une inconnue subsiste également en ce qui concerne l'intervention publique extérieure en faveur de Taïba. Si le maintien en exploitation paraît désormais certain, par contre, l'extension de la capacité de production n'est pas encore décidée.

Elle entraînerait d'importants financements extérieurs publics et privés. Il n'est pas encore possible, en l'état actuel de tenir compte de cette éventualité dans l'ajustement du Plan.

.../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

Soulignons d'une manière générale que la plupart des évaluations ci-après rélatives à l'aide extérieure ont encore un caractère non définitif.

(millions de f.cfa)

Opérations	Montant	Source
et actions diverses.....	35	B.N
de projets d'industrialisation....	20	Aide extérieure (subvention)
pations publiques minoritaires sur ces de l'Etat :		
rie de Richard-Toll.....	* 400	Ressources locales
tries diverses.....	100	B.N.
spéciaux à long terme à des sociétés ticipation mixte, sur aide extérieure		
rie de Richard-Toll.....*	1000	Prêt extérieur
moyen terme local (enveloppe estima-	100	B.N.D.S.-BCEAO
issements directs entièrement publics e d'égrenage de coton(Tambacounda). rie(Delta).....	90 110	subvention FED (dont prêt FAC 60 (et BN..... 50
s régionaux d'artisanat.....	45	B.N.
TOTAL GENERAL.....	1900	

Installations industrielles de la sucrerie de Richard-Toll sont és à 1, 9 milliard; et pour l'ensemble de l'exploitation agro-trielle, à 3,5 milliards.

financement de ces investissements sera vraisemblablement couverts, rtie par le capital (900 m dont 500 m privés et 400 m publics) majeure partie par un prêt extérieur public à long terme et des dits fournisseurs.

estimé ci-dessus, en première approximation, à un milliard le montant des prêts et crédits extérieurs destinés au financement de la partie trielle de l'exploitation.

.../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

La récapitulation des financements publics des programmes pour les quatre années du deuxième plan doit donc être corrigée comme suit : (montants arrondis en millions de francs cfa).

Opérations	première tranche biennale	Deuxiéme tranche biennale	Total 2éme plan (arrondi)
Ressources internes			
...get de l'Etat.....	74	236	300
...res ressources de l'Etat.....	-	400	400
...gets communaux.....	200	-	200
...ts bancaires publics.			
...aux à moyen terme....	100	100	200
...tal	374	726	1.100
Aide extérieure			
...ventions publiques ex-...rieures.....	20	108	128
...ts extérieurs publics ...faveur d'exploitations ...liques.....	-	60	60
...rticipations et prêts ...térieurs publics en ...eur d'exploitations à ...pital mixte.....	2.362	1.000	3.362
...l.....	2.382	1.168	3.550
...al général des inter-...tions publiques.....	2.756	1.894	4.650

Soit un total de 4.650 millions d'interventions publiques, dans le secteur industrie-artisanat, au lieu de 1.600 millions prévus au cours du deuxième plan.

.../..

Tight binding, text missing in gutter of book.

1-3 - L'évolutions des perspectives relatives à l'ensemble des investissements (publics, privés et mixtes)

La mise à jour des prévisions initiales du deuxième plan en ce qui concerne les investissements est retracée dans les tableaux ci-après

Tight binding, text missing in gutter of book.

INVESTISSEMENTS DU SECTEUR INDUSTRIE-ARTISANAT

TOUTES INTERVENTIONS, PUBLIQUES ET PRIVEES

Situation à fin I966 des engagements prévisibles sur la période quadriennale

-millions de francs cfa

	Prévisions du plan	Opérations actuellement engagées ou en voie de l'être		Autres engagements possibles (mais non encore décidé d'ici mi-I969	Prévisions ajustées pour l'ensemble du plan
		engagées réellement	décidées		
Investissements d'entreprises existantes (extensions et renouvellements)	8. 000	6. 520	640	2. I80	9. 340
Investissements d'entreprises nouvelles.....	I2. 450	4. 760	3.690	I. 760	I0. 2I0
Actions administratives dans l'artisanat	I50	45	45	-	90
TOTAL	20. 600	II. 325	4. 375	3. 940	I9. 640
Recherche pétrolière...	4. 600	2. 773	I. 827	-	4. 600

Tight binding, text missing in gutter of book.

INVESTISSEMENTS ENERGIE - EAUX - PRODUITS PETROLIERS

Dans cette branche ne sont pas compris les investissements publics d'adduction d'eau qui figurent dans le secteur " Hydraulique ".

Situation à fin 1966 des engagements prévisibles au cours de la période quadriennale

(millions de francs CFA)

	Prévisions initiales du Plan	OPERATIONS ENGAGEES		Autres engagements possibles d'ici mi-1969 mais non encore décidés	Prévisions ajustées pour l'ensemble de la période quadriennale
		réellement (déjà engagées)	décidées (engagement proche)		
Investissements d'entreprises existantes (renouvellements et extensions)	2.300	2.250 (1)	55		2.305
Entreprises nouvelles..	-	-	-	-	-
TOTAL.....	2.300	2.250	55	-	2.305
Nombres d'emplois créés	90	80	10	-	90

Observations (1) dont 1915 pour nouvelle centrale thermique du Cap des Biches (Région du Cap-Vert)

Recherche pétrolière					

Tight binding, text missing in gutter of book.

INVESTISSEMENTS INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Situation à fin 1966 des engagements prévisibles au cours de la période quadriennale

(millions de francs CFA)

	Prévisions initiales du Plan	OPERATIONS ENGAGEES		Autres engagements possibles d'ici mi-1969 mais non encore décidés	Prévisions ajustées pour l'ensemble de la période quadriennale
		réellement (déjà engagées)	décidées (engagement proche)		
Investissements d'entreprises existantes (renouvellements et extensions)	2.860	2.525	-	1.570 (1)	4.095
Entreprises nouvelles...	400	520	-	175	695
TOTAL	3.260	3.045	-	1.745	4.790
Nombre d'emplois créés..	390	535			600

Observations : (1) - Cette estimation tient compte de l'Hypothèse minimale 1500 millions des investissements nécessaires à Tafba d'ici 1969-70 en vue de maintenir l'exploitation au niveau d'une production annuelle d'un million de tonnes de phosphates. On la maintiendra dans l'attente des décisions définitives relatives au mode d'exploitation et au niveau de production futur, qui sont susceptibles d'entraîner des investissements nouveaux beaucoup plus importants, lesquels déborderaient toutefois sur la période du Troisième Plan.

Tight binding, text missing in gutter of book.

INVESTISSEMENTS INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Situation à fin 1966 des engagements prévisibles au cours de la période quadriennale

millions de frs cfa

	Prévisions initiales du Plan	OPERATIONS ENGAGEES		Autres engagements possibles d'ici mi 1969 mais non encore décidés	Prévisions ajustées pour l'ensemble de la période quadriennale
		réellement	décidées		
Investissements d'entreprises existantes (renouvellement et extensions)	850	1.040	220	50	1.310
Entreprises nouvelles....	5.200	910(1)	2.050 (2)	670 (3)	3.630
TOTAL.....	6.050	1.950	2.270	720	4.940
Nombres d'emplois créés..	2.160	100	1.800 (3)	50	1.950

Observations : (1) dont raffinerie de sucre de Dakar (CAPA) = 750
(2) dont sucrerie de Richard-Toll = 1.900
(3 nombre d'emplois créés sur l'ensemble de l'exploitation agro-industrielle -sucrerie de Richard-Toll

INVESTISSEMENTS INDUSTRIES TEXTILES ET DES PEAUX

Situation à fin 1966 des engagements prévisibles au cours de la période quadriennale

(millions de francs cfa)

	Prévisions initiales du Plan	OPERATIONS ENGAGEES		Autres engagement possibles d'ici mi 1969 mais encore décidés	Prévisions ajustées pour l'ensemble de la période quadriennale
		réellement (déjà engagées)	décidées (engagement procho)		
Investissement d'entreprises existantes (renouvellements et extentions).....	400	585	260	160	1.005
Entreprises nouvelles.....	2.000	-	1.540 (1)	35	1.575
TOTAL.....	2.400	585	1.800	195	2.580
Nombre d'emplois créés....	1.550	75	750	75	900

Observations : (1) dont complexe textile de Thiès (S.T.S. filature et tissage) = 1.450
et usine d'égrenage du coton à tambacounda = 88

INVESTISSEMENTS INDUSTRIES CHIMIQUES

Situation à fin 1966 des engagements prévisibles au cours de la période quadriennale

(millions de francs cfa)

	Prévisions initiales du Plan	OPERATIONS ENGAGEES		Autres engagements possibles mi 1969 mais non encore décidés	Prévisions Ajustées pour l'ensemble de la période quadriennale
		réellement (déjà engagées)	décidées (engagement proche)		
Investissements d'entreprises existantes (renouvellements et extensions)	520	67	66	37	170
Entreprises nouvelles	3.000	3.330 (1)	-	-	3.330
TOTAL.....	3.520	3.397	66	37	3.500
Nombre d'emplois créés...	500	375	15	15	400

Observations : (1) dont usine d'engrais S.I.E.S. à M'Bao (Cap-Vert)= 3.100
et usine de traitement des ordures ménagères de Dakar = 190

INDUSTRIES DIVERSES ET ARTISANAT

Situation a fin 1966 des engagements prévisibles au cours de la période quadriennale

(millions de francs cfa)

	Prévisions initiales du plan	OPERATIONS ACTUELLEMENT ENGAGEES		Autres engagements possibles d'ici mi 1969 mais non décidés	Prévisions ajustées pour l'ensemble de la période quadriennale
		réellement	décidées		
Investissements d'entreprises existantes (renouvellements et extensions)	1.070	55	40	360	455
Entreprises nouvelles...	1.850	-	100 (1)	880 (2)	980
Actions administratives dans l'artisanat.....	150	45	45	-	90
TOTAL.....	3.070	100	185	1.240	1.525
Nombre d'emplois crées..	1.560	-	100	400	500

Observations : (1) émaillerie
(2) visserie boulonnerie, appareillages électriques, appareils radio, réfrigérateurs, etc...

En conclusion, il apparaît que les perspectives d'investissements confirment les prévisions initiales pour les trois branches suivantes : énergie - eau - produits pétroliers, industries chimiques, textiles et cuirs, et pourraient même les dépasser pour ces deux dernières.

Par contre dans la branche des industries alimentaires, il est certain que les objectifs initiaux ne pourront être atteints. D'une part, le complexe thonier ne sera réalisé au plus tôt que sur le troisième plan. D'autre part les prévisions concernant certaines industries alimentaires ont été surestimées au moment de l'élaboration du deuxième plan.

Les retards sont encore plus sensibles dans le secteur des industries diverses-artisanat. En effet le projet de petite aciérie n'est pas susceptible d'être engagé avant la fin du plan, et les espoirs initiaux relatifs au développement des petites et moyennes industries diverses ne se sont pas encore concrétisés. L'accroissement et la diversification du capital de production dans ce secteur dans les prochaines années est lié à la croissance générale interne de l'économie ainsi qu'à la reprise et au développement des échanges commerciaux avec les Etats voisins. A cet égard les perspectives sont tout de même assez favorables.

L'incertitude relative au niveau futur d'exploitation de Taïba pèse considérablement sur les prévisions d'investissements relatives à la branche des industries extractives. Si le passage à un niveau de production de 1.800.000 tonnes était décidé, les équipements nouveaux pourraient atteindre cinq à six milliards, en différentes étapes excédant les les limites du plan.

Compte tenu de ce qui précède, on peut dire que dans le secteur industrie artisanat les investissements se situeront entre 17 et 20 milliards, en engagements, sur la période quadriennale, alors que les prévisions initiales s'élevaient à 20,6 milliards.

./.

inq nouvelles unités de production représenteront à elles seules sur
total environ 9 milliards : la nouvelle centrale thermique, l'usine
'engrais, le complexe textile, la raffinerie de sucre, et la sucrerie.
eux de ces unités seront situées hors du Cap-Vert.

es emplois directement créés seront moins nombreux qu'on ne le pré-
oyait initialement. Les exploitations nouvelles sont très capitalis-
iques, à coefficients d'emplois très faibles, quoique supérieurs à
eux de l'exploitation de Taïba et de la raffinerie de pétrole précé-
emment installés.

'exploitation agro-industrielle sucrière projetée à Richard-Toll fait
xception et c'est une de ses principales justifications.

urant la seconde période du deuxième plan des efforts seront entrepris
n vue de préparer la réalisation au cours du troisième plan d'unités
e production nouvelles destinées à transformer ou valoriser les pro-
uctions primaires locales.

a branche des industries diverses présente également un grand intérêt,
'une part en raison des effets liés optimaux qu'elle entraîne, d'autre
art en raison de ses coefficients d'emploi relativement élevés et de
on importance pour la formation de techniciens et ouvriers spécialistes
ationaux. Les retards par rapport aux prévisions constatés dans cette
ranche n'en sont que plus regrettables et l'Etat devra probablement
ccroître son intervention dans ce domaine pour favoriser et au besoin
outenir la diversification de la production, sous réserve que les
réations d'activités permettent la formation et l'intégration de nationaux
tous les niveaux.

a recherche pétrolière en mer, au large de la Casamance, se poursuit
onformément au rythme prévu. Les dépenses de la recherche pétrolière
oivent évidemment être comptabilisées à part dans les investissements.

./.

- CHAPITRE 2 -

LE COMMERCE

CHAPITRE 2 - LE COMMERCE

2.1 - Les équipements du secteur public dans le Commerce seront plus importants qu'on ne le prévoyait initialement. Les conditions entièrement nouvelles de placement des arachides par l'O.C.A. ont amené le Gouvernement à modifier le programme primitif d'aide à la production sur crédits en subvention de la C.E.E. (Accords de Yaoundé). Un important programme d'équipement de l'O.C.A. en centres de stockage va être réalisé de ce fait, au cours de la deuxième période biennale du deuxième plan. Le montant de cette opération est évalué à 950 millions.

Une quinzaine de hangars de stockage d'une capacité de 15.000 tonnes d'arachides en coques chacun, seront mis en place dans le bassin arachidier, dans le but de constituer des stocks régulateurs d'équilibre de l'offre et de la demande.

L'estimation primitive des équipements bruts publics (O.C.A.) ou en association avec le secteur privé (SONADIS) est par ailleurs maintenue (300 millions). On peut donc estimer qu'au total les investissements publics dans le commerce seront sur la période quadriennale de l'ordre de 1.250 millions.

Mais évidemment dans le secteur socialisé de la commercialisation de l'arachide, de même qu'en ce qui concerne le commerce d'une manière générale, les équipements ont une importance relative infiniment plus faible que dans les autres secteurs et les problèmes essentiels se rapportent aux conditions des marchés, à l'organisation de la profession, à son dynamisme et aux conditions générales dans lesquelles elle s'exerce.

Ainsi, l'entrée en vigueur au 1er juillet 1967 du règlement d'organisation commune des marchés des Six dans le secteur des matières grasses, qui aura son plein effet en ce qui concerne le Sénégal, pays associé, pour la campagne de commercialisation 1967-68, constitue une échéance

./.

prévue de longue date d'une extrême importance. Afin de faire face aux nouvelles conditions de placement des arachides et huiles sénégalaises, de nouveaux dispositifs de commercialisation intérieure et extérieure sont à l'étude et devront être mis en place pour la prochaine campagne. C'est de l'organisation judicieuse et de l'efficacité de ces nouveaux dispositifs que dépendra pour une très grande part la rentabilité finale des importantes actions engagées pour l'accroissement de la productivité agricole en zone arachidière. Rappelons que ces actions ont pour objectif premier d'amortir au niveau des producteurs ainsi qu'au niveau national l'effet de la baisse des prix d'exportation, baisse abordée par étape depuis trois ans mais qui risque de s'accélérer dans les nouvelles conditions du marché.

Sur le plan des interventions publiques le développement normal et satisfaisant de la SONADIS et des sociétés de commerçants à statut coopératif a été constaté. La SONADIS notamment renforce non seulement d'une manière effective la distribution de biens de consommation en milieu rural, grâce à la participation et à l'appui technique de la profession, mais aussi à la mise en place en brousse de stocks de pièces de rechange pour le matériel de culture en liaison avec le fabricant local (SISCOMA).

Cette action constitue l'amorce de réalisation de véritables services après vente gérés commercialement.

2 - <u>L'évolution des investissements dans l'ensemble du secteur du commerce</u>

Ces prévisions seront modifiées en fonction de ce qui précède (équipements O.C.A.) et donc portées à une estimation totale de :

250..... équipements publics
150..... équipements privés
400 millions

./.

Il n'est pas jugé nécessaire de modifier l'enveloppe indicative, mentionnée dans le plan, pour le commerce privé, en raison d'une part de l'insuffisance des données statistiques de base (recensement du capital existant, évolution des renouvellements, nature et importance relative des investissements nouveaux et des désinvestissements) et d'autre part, en raison du fait déjà souligné de l'importance secondaire du capital matériel de production pour ce secteur.

Au surplus, l'activité du commerce est totalement induite des activités des secteurs primaire et secondaire, et une gamme d'amplitude importante dans l'activité du commerce est permise par les installations existantes.

La socialisation de la commercialisation de l'arachide, du mil, du riz, et des biens d'équipements des coopérateurs a entraîné une adaptation des structures d'échanges et de distribution non encore achevée, et dont la poursuite sera facilitée par le Gouvernement, dans toute la mesure du possible, notamment afin d'améliorer la distribution des biens en milieu rural. Le rôle social et le facteur d'incitation économique que comporte la fonction commerciale de distribution sont en effet de première importance et justifient les efforts concertés des secteurs public et privé dans ce domaine.

- CHAPITRE 3 -

LE TOURISME

CHAPITRE 3 - LE TOURISME

En ce qui concerne le tourisme, le Gouvernement a décidé d'accélérer l'exécution des programmes prévus au plan et si possible, de les élargir, en raison des perspectives très intéressantes et immédiates dans ce secteur. Les moyens budgétaires prévus sur l'ensemble du plan (180 millions) ont donc été débloqués dès la première année.

Le développement du tourisme est certes lié à la croissance parallèle du réseau de communications, et de l'infrastructure d'hébergement (hôtellerie, campements).

A cet égard l'accroissement du réseau routier, considéré sous l'angle de la simple rentabilité économique, est lié à l'ensemble des perspectives de développement de la production et des échanges. De ce fait et compte tenu des très lourdes charges de construction et de maintien en état du réseau, les aménagements des programmes d'infrastructures de communications pour des raisons strictement touristiques ne pourront avoir dans l'immédiat qu'un caractère mineur. Au demeurant le réseau de communications est relativement développé et permet l'organisation de circuits rationnels et d'un grand intérêt touristique.

Des négociations sont en cours avec des promoteurs privés pour le développement de l'hôtellerie, dont la capacité d'accueil insuffisante est actuellement un handicap pour le Sénégal et freine les activités touristiques. La construction d'un ou deux grands hôtels de classe internationale à Dakar est envisagée pour les années à venir sans qu'il soit possible encore d'en préciser le calendrier.

L'Etat poursuivra l'amélioration des petites unités d'hébergement en brousse ainsi que leur desserte, ou en créera de nouvelles au Cap-Skiring en Casamance, au Niokolo-Koba, dans les îles du Sine-Saloum, à Joal, à la Somone, à Guidick (Lac de Guiers), à St-Louis et à Podor, en première urgence -

./.

ans le Cap-Vert, l'aménagement des piscines naturelles de la côte
'Gor-Yoff et l'amélioration des conditions d'accès et d'accueil à
orée seront poursuivis.

Cette nouvelle phase d'équipement devra trouver sa première rentabili-
ation dans les résultats attendus des efforts de prospection et de
ropagande poursuivis par le Ministère chargé du Tourisme, avant que ne
oit abordée une phase ultérieure d'extention des équipements à l'ini-
iative publique.

L'Etat stimulera les initiatives privées de la profession exerçant
es activités dans le tourisme localement ou à l'extérieur et pour-
uivra sa politique de soutien et d'encouragement dans ce secteur.

Les engagements publics sur budget national et budgets régionaux sont
ainsi réévalués (en millions de francs cfa) :

première tranche biennale.....	172 -
deuxième tranche biennale.....	100 -
Total.....	272 -

cas investissements publics directs, il convient d'ajouter une do-
ation prévisionnelle de 75 millions pour participation au capital de
a société mixte qui sera créée pour l'exploitation de l'hôtel prévu
la pointe de Fann à Dakar ("projet Sheraton").

u total les engagements financiers publics seraient donc de 347 mil-
ions pour la période quadriennale.

./.

Interventions publiques

Industrie - Artisanat - Commerce - Tourisme

millions de francs CFA

	1ère tranche biennale		2ème tranche biennale		TOTAL	
	plan initial	plan ajusté	plan initial	plan ajusté	plan initial	plan ajusté
ndustrie rtisanat	300	2.756	1.300	1.900	1.600	4.656
ommerce	230	300	150	950	380	1.250
ourisme	76	172	96	175	172	347

II) EUX

A

TABLEAU COMPARATIF DES INVESTIS
PREVUS

Investissements au sens large, c'est-à-dire y compris les fact

SECTEURS	FINANCEMENTS P	
	Première tranche biennale (Juillet 1965-Juillet 1967	Deu nal
	PLAN INITIAL	PLAN AJUSTE
1. ETUDES et RECHERCHES (dont recherches prétrolières	2.169	936
2. SECTEUR RURAL		
2.1 - Agriculture.....	9.072	5.318
2.2 - Elevage.....	2.165	345
2.3 - Forêts, pêche fluviale	304	203
2.4 - Pêche Maritime.....	2.014	560
2.5 - Encadrement rural général (CER.CAR.ONCAD).....	892	450
TOTAL Secteur Rural.....	14.447	6.976
3. INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT ET D E COMMUNICATIONS		
3.1 - Réseau routier.....	4.505	3.361
3.2 - Chemins de fer.....	2.182	300
3.3 - Ports, voies navigables	1.429	536
3.4 - Aéronautique.....	196	199
3.5 - Postes et Télécommunications.....	903	741
TOTAL INFRASTRUCTURE.....	9.215	5.137

DEUXIEME PLAN QUADRIENNAL

AJUSTEMENT JUIN 1967

AU COMPARATIF DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR ET PA R TRANCHE BIENNALE (en mi
PREVUS AU PLAN INITIAL et au PLAN AJUSTE à mi-période

-à-dire y comprie les facteurs annuels de production dans l'Agriculture : engl

FINANCEMENTS PUBLICS						FINANC
ère tranche biennale le 1965-Juillet 1967		Deuxième tranche biennale (Juil. 1967-Juil. 1969)		TOTAL		ENVISAG dans le INITIAL
AN IT IAL	PLAN AJUSTE	PLAN INITIAL	PLAN AJUSTE	PLAN INITIAL	PLAN AJUSTE	
2.169	936	1.708	1.662	3.877	2.598	4.660
	5.318	13.572	11.314	22.644	16.632	non chi
5	345	2.145	1.885	4.310	2.230	"
4	203	514	350	818	553	"
4	560	1.685	2.037	3.699	2.597	180
2	450	748	1.220	1.640	1.670	-
14.447	6.976	18.664	16.896	33.111	23.682	180
	3.361	3.260	4.485	7.765	7.846	-
	300	2.157	3.130	4.339	3.430	-
	536	1.132	1.244	2.561	1.780	-
	199	510	356	706	555	-
	741	1.293	420	2.196	1.161	-
9.215	5.137	8.352	9.635	17.567	14.772	-

UADRIENNAL

JUIN 1967

ET PA R TRANCHE BIENNALE (en millions de francs CFA)
u PLAN AJUSTE à mi-période

duction dans l'Agriculture : engrais, insecticides, fongicides, sélection de semences)

	FINANCEMENTS PRIVES		TOTAL	
TOTAL	ENVISAGES dans le PLAN INITIAL	PREVISIONS AJUSTEES	PLAN INITIAL	PLAN AJUSTE
PLAN INITIAL / PLAN AJUSTE				
3.877 / 2.598	4.660	4.660	8.537	7.258
22.644 / 16.632	non chiffré	-	22.644	16.632
4.310 / 2.230	" "	-	4.310	2.230
818 / 553	" "	-	818	553
3.699 / 2.597	180	180	3.879	2.777
1.640 / 1.670	-	-	1.640	1.670
33.111 / 23.682	180	180	33.291	23.862
7.765 / 7.846	-	-	7.765	7.846
4.339 / 3.430	-	-	4.339	3.430
2.561 / 1.780	-	-	2.561	1.780
706 / 555	-	-	706	555
2.196 / 1.161	-	-	2.196	1.161
17.567 / 14.772	-	-	17.567	14.772

4. ENSEIGN EMENT -CULTURE - INFORMATION			
4.1 - Enseignement primaire	1.000 (env)	1.475	1.
4.2 - " secondaire	1.150 (")	355	1
4.3 - " technique	602	154	7
4.4 - " supérieur	110	138	7
4.5 - Education populaire et sportive.....	160	100	2
4.6 - Arts et Lettres.....	490	245	2
4.7 - Information -Radiodif-fusion.....	387	190	3
TOTAL E. C. I:.....	3.889	2.657	4.
5. HYGIENE ET SANTE	1.517	783	
6. HABITAT - EDILITE	5.802	2.304	5.
. HYDRAULIQUE HUMAINE	2.000	1.893	6
. INDUSTRIE - ARTISANAT	300	2.756	1.
. COMMERCE	230	300	
0. T O U R I S M E	76	172	
1. TRANSPORTS (et autres servi-ces)	900	600	9
2. EQUIPEMENTS ADMINIS TRATIFS	600	641	2
TOTAL GENERAL	41.155	25.055	43

1.475	1.000 (env)	725	2.000	2.200	100
355	1.210 " .)	800	2.360	1.155	130
154	789	644	1.391	798	30
138	770	330	880	468	-
100	240	70	400	170	-
245	285	40	775	285	-
190	368	25	755	215	-
2.657	4.670	2.634	8.569	5.291	260
783	826	1.435	2.343	2.218	-
2.304	5.973	4.666	11.775	6.970	3.940
1.893	608	1.156	2.608	9.049	6.120
2.756	1.300	1.900	1.600	4.650	19.000
300	150	950	380	1.250	2.240
172	96	153	172	325	non chiffré
600	900	200	1.800	800	5.400
641	234	425	834	1.066	-
25.055	43.481	47.622	84.636	72.677	41.700

2.000 2.360 1.391 880 400 775 755	2.200 1.155 798 468 170 285 215	100 130 30 - - - -	100 130 30 - - - -	2.100 2,498 1.421 880 400 775 755	2,300 1,285 828 468 170 285 215
8.569	5.291	260	260	8.829	5.551
2.343	2.218	-	-	2.343	2.218
11.775	6.970	3.940	3.940	15.715	10.910
2.608	9.049	6.120	-	8.728	9.049
1.600	4.650	19.000	14.990	20.600	19.640
380	1.250	2.240	2.240	2.520	3.390
172	325	non chiffré	400	172	725
1.800	800	5.400	5.400	7.200	6.200
834	1.066	-	-	834	1.066
84.636	72.677	41.700	31.970	126.336	104.647